Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le GRÉSIVAUDAN
communauté de communes

COMMUNAUTE DE COMMUNES LE GRESIVAUDAN

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU **21 SEPTEMBRE 2026**
Délibération n° **DEL-2026-0256**

Appel à Projets « Maintien des Espaces Ouverts et Reconquête agricole » – Attribution de subventions au titre de l'année 2026

Nombre de sièges : 74
Membres en exercice : 74

Présents : 60
Pouvoirs : 11
Absents : 3
(Jean-Claude BOREL-GARIN, Jean-Noël COLLE et déport de Théodore BONNET-GAMARD)
Excusés : 11
Pour : 71
Contre : 0

Abstention : 0
N'ayant pas pris part au vote : 0

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le

23 SEP. 2026

et publié le

23 SEP. 2026

Secrétaire de séance :
Delphine PERREAU

Le lundi 21 septembre 2026 à 15 heures 00, le Conseil communautaire de la communauté de communes Le Grésivaudan s'est réuni, sous la présidence de Monsieur Henri BAILE, Président. Convocation dûment faite le 14 septembre 2026.

Présents : Henri BAILE, Pierre BARUZZI, Philippe BAUDAIN, Patrick BEAU, Patricia BELLINI, Claude BENOIT, Margaux BERLIOZ, Anne-Françoise BESSON, Jérome BIGLIA, Clément BONNET, Dominique BONNET, Coralie BOURDELAIN, Régine BOURGEOIS, Marieke BUNTINX, Jean-Marie CABRIERES, Marc CECON, Karim-Eugène CHAMON, Jean-François CLAPPAZ, Dominique CLOUZEAU, Cécile CONRY, Arthur CULLATI, Agnès DUPON, Christophe DURET, Laure FAYOLLE, Thierry FEROTIN, Sandrine GAUCHON, Philippe GENESTIER, Martin GERBAUX, Marc GRAMBIN, Annick GUICHARD, Mylène JACQUIN, Martine KOHLY, Françoise LANNOY, Floriane LATRAYE, Séverine LE BIHAN, Pascal LEMOINE, Hervé LENOIRE, Cédric LESCURE, Philippe LORIMIER, Céline MEKHMOUKH, Laurie MENGUY, Jean-Marc MICHEL, Françoise MIDALI, Michel MIET, Rebecca NALLET, François OLLEON, Céline PAVAROTTI, Delphine PERREAU, Valérie PETEX, Adrian RAFFIN, Franck REBUFFET-GIRAUD, Cécile ROBIN, Marc ROSSET, Jean-Luc ROUX, Olivier SALVETTI, Franck SGAMBATO, Myriam SIMONAZZI, Brigitte SORREL, Christophe SUSZYLO, Agnès TIMONER

Pouvoirs : Yannick BOUCHET-BERT-PEILLARD à Clément BONNET, Claude COCQUET à Cécile ROBIN, Pierre-Jean CRESPEAU à Pierre BARUZZI, Laurent DESGOUIS à Martin GERBAUX, Jean-Yves GAYET à Olivier SALVETTI, Virginie GRAS à Patricia BELLINI, Caroline HALLE à Jean-François CLAPPAZ, Jérôme LARDIERE à Laurie MENGUY, Stephane MALARD à Marc GRAMBIN, Eric ROETS à Françoise LANNOY, Martine VENTURINI à Arthur CULLATI

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Vu la délibération communautaire n° DEL-2019-0300 du 23 septembre 2019 relative aux orientations de la nouvelle politique agricole, alimentaire à l'horizon 2030,
Vu la délibération communautaire n° DEL-2022-0209 du 27 juin 2022 relative à l'approbation du cahier des charges dans le cadre du maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole,
Vu la délibération communautaire n° DEL-2023-0033 du 30 janvier 2023 relative à la modification du cahier des charges,
Vu la délibération communautaire n° DEL-2024-0394 du 25 novembre 2024 relative à la modification du cahier des charges,
Vu la délibération communautaire n° DEL-2026-0070 du 2 mars 2026 relative à la convention de mise en œuvre des aides économiques avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
Vu les crédits budgétaires prévus,

Monsieur le Président rappelle la volonté de maintenir la capacité de production agricole, et notamment la lutte contre l'enfrichement et la fermeture des parcelles agricoles, afin de préserver ou développer une économie agricole sur le foncier agricole.

Suite à l'appel à projets « Maintien des Espaces Ouverts et Reconquête agricole » diffusé en décembre 2025, en collaboration avec le Département de l'Isère, dix-neuf dossiers complets ont été déposés. Ces projets ont été présentés le 2 juillet 2026 devant un comité de pilotage, constitué des financeurs (Département de l'Isère et communauté de communes Le Grésivaudan), des acteurs de l'agriculture (Chambre d'Agriculture, Association Départementale pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural - ADDEAR, Association pour le Développement de l'Agriculture de Belledonne - ADABEL ...) et des élus du territoire. Sur l'ensemble des dossiers présentés, le comité de pilotage a émis deux avis défavorables et dix-sept avis favorables :

- 3 dossiers sont orientés vers un financement du Département de l'Isère et concernent une surface de 7,6 hectares,
- 14 dossiers sont orientés vers un financement de la communauté de communes Le Grésivaudan et concernent une surface de 48,4 hectares.

Conformément au cahier des charges, le taux d'aide publique maximum est de 80 % du montant hors taxe (HT) des travaux éligibles. Les dépenses éligibles sont plafonnées à 4 000 € / hectare (ha) pour les surfaces à vocation herbagère et dans un plafond de 12 000 € par bénéficiaire dans la programmation 2022-2026. Par ailleurs, le cahier des charges révisé permet, en cas de dépassement d'enveloppe, d'ajouter des critères de plafonnement ou d'abaisser le taux de financement.

Les 14 projets soutenus par la communauté de communes sont les suivants :

- [redacted] - **L'AUTRE VERSANT**

Installation depuis moins de 5 ans sur la commune du Plateau-des-Petites-Roches, en viticulture, en agriculture biologique et IGP Isère, avec vente en circuit court.

- Objectifs des travaux : confortation de l'installation et augmentation de production,
- Commune concernée par les travaux : Plateau-des-Petites-Roches,
- Numéro(s) de parcelle(s) : C727,
- Surface concernée : 0,23 ha,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

- Types de travaux : abattage, broyage forestier, scarification, nivellement, création d'accès, pose de clôtures et implantation d'un couvert,
- Utilisation(s) future(s) : vignes,
- Dépenses réelles : 9 535,00 € HT, soit 40 905,00 € / ha,
- Dépenses éligibles : 9 535,00 € HT,
- Subvention : 80 % communauté de communes Le Grésivaudan, soit 7 628,00 €,
- Prescriptions et préconisations du comité : Ne pas démarrer les travaux avant le retour sur l'autorisation environnementale (défrichement).
  Entretien des abords de la parcelle pour éviter la progression ligneuse.
  Prévoir l'aménagement d'une plate-forme de stationnement en haut de la parcelle.
  Prévoir des sentes en haut, milieu et bas de parcelle, en suivant les lignes de courbe pour faciliter le travail dans les vignes.

– [redacted] - **LA FERME DE CARRAJAT**

Installation depuis moins de 5 ans sur la commune de Crêts en Belledonne, en maraichage et arboriculture, en agriculture biologique, avec vente en circuit court.

- Objectifs des travaux : installation d'une nouvelle associée malgré la pression des cervidés, gain en foncier fonctionnel et diversification d'atelier,
- Commune concernée par les travaux : Crêts en Belledonne,
- Numéro(s) de parcelle(s) : 262B86; 262B87; 262B97; 262B115; 262B116,
- Surface concernée : 1,81 ha,
- Types de travaux : achat et pose de clôtures anti-gibier et création d'un chemin d'évitement,
- Utilisation(s) future(s) : verger,
- Dépenses réelles : 6 700,00 € HT, soit 3 697,00 € / ha,
- Dépenses éligibles : 6 700,00 € HT,
- Subvention : 80 % communauté de communes Le Grésivaudan, soit 5 360,00 €,
- Prescriptions et préconisations du comité : Veiller à ce que le couloir de réorientation des cervidés et les abords de la clôture soient bien entretenus dans la durée.

– [redacted]

Exploitation située sur la commune de Crêts en Belledonne, en bovin viande, avec vente en circuit court. Les travaux vont être échelonnés sur deux tranches (la suite des travaux et la pose de clôtures se fera ultérieurement). Cette année constitue la première année des travaux prévus dans son dossier.

- Objectifs des travaux : augmentation de surface (suite à la perte de foncier) et permettre à un autre agriculteur d'augmenter également ses surfaces exploitables.
- Commune concernée par les travaux : Crêts en Belledonne,
- Numéro(s) de parcelle(s) : F433; F1092; F1095; F1096; F1405,
- Surface concernée : 3,67 ha,
- Types de travaux : Broyage et élagage,
- Utilisation(s) future(s) : pâture,
- Dépenses réelles : 14 325,00 € HT au total (hors achat de clôtures), soit 3 903,00 € / ha,
- Dépenses éligibles : 8 740,00 € HT,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

- Subvention : 80 % communauté de communes Le Grésivaudan, soit 6 992,00 € (car plafond de 12 000 € / bénéficiaire atteint),
- Prescriptions et préconisations du comité : Ne pas démarrer les travaux avant le retour sur l'étude au cas par cas.
  Respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique du captage du Feyjoux.
  Respecter les prescriptions liées aux risques naturels inscrites dans le compte-rendu de visite terrain : pas de dessouchage en zone de glissement de terrain.
  Refendre les parcs pour assurer une pression de pâturage suffisante afin de maintenir l'espace ouvert.

– [redacted]

Ré-installation sur la commune de La Chapelle-du-Bard, en ovin viande et bovin viande, avec vente possible en circuit long et court. Les travaux vont être échelonnés sur deux tranches. Cette année constitue la première année des travaux prévus dans son dossier.

- Objectifs des travaux : confortation de sa ré-installation, augmentation de surface et amélioration de l'autonomie alimentaire,
- Commune concernée par les travaux : Crêts en Belledonne, Le Moutaret et La Chapelle-du-Bard,
- Numéro(s) de parcelle(s) : B776 (Crêts en Belledonne); B149; B198; B199 (Le Moutaret); B735; B740; B779; B780; B781; B782 (La Chapelle-du-Bard),
- Surface concernée : 13,80 ha,
- Types de travaux : débroussaillage, ensemencement, pose d'abreuvoirs et clôtures pour permettre l'exploitation des terrains,
- Utilisation(s) future(s) : pâture,
- Dépenses réelles : 11 171,00 € HT, soit 810,00 € / ha,
- Dépenses éligibles : 11 171,00 € HT,
- Subvention : 80 % communauté de communes Le Grésivaudan, soit 8 936,80 €,
- Prescriptions et préconisations du comité : Ne pas démarrer les travaux avant le retour sur l'autorisation environnementale (défrichement) et l'étude au cas par cas.
  Respecter les prescriptions liées aux risques naturels inscrites dans le compte-rendu de visite terrain : pas de dessouchage.

– [redacted] - **GAEC DU CHAMPET**

Exploitation située sur la commune de Avressieux, en bovin viande, ovin viande, caprin viande et porc charcutier, avec vente en circuit court.

- Objectifs des travaux : abattre tout arbre susceptible de tomber sur la ligne électrique (projet 1), augmentation de surface pâturable, amélioration de l'autonomie alimentaire et résilience face au changement climatique (projet 2),
- Commune concernée par les travaux : Crêts en Belledonne,
  Numéro(s) de parcelle(s) : 262A621; 262A1165; 262A1421 (projet 1)
  262A275; 262A277; 262A278; 262A279; 262A285; 262A286; 262A287; 262A29; 262A397; 262A399; 262A405; 262A408; 262A411; 262A412; 262A413; 262A415; 262A416; 262A493; 262A498; 262A556; 262A557; 262A558; 262A703; 262A704; 262A1393 (projet 2),
- Surface concernée : 0,20 ha (projet 1) et 8,16 ha (projet 2),

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

- Types de travaux : abattage et débardage (projet 1) et broyage, pose d'abreuvoirs et de clôtures (projet 2),
- Utilisation(s) future(s) : pâture,
- Dépenses réelles : 4 500,00 € HT, soit 22 500,00 € / ha (projet 1) et 15 635,00 € HT, soit 1 916,00 € / ha (projet 2),
- Dépenses éligibles : 800,00 € HT (projet 1) et 14 200,00 € (projet 2),
- Subvention : 80 % communauté de communes Le Grésivaudan, soit 12 000,00 € (car plafond de 12 000 € / bénéficiaire atteint),
- Prescriptions et préconisations du comité : Ne pas démarrer les travaux avant le retour sur l'autorisation environnementale (défrichement) et l'étude au cas par cas.
  Respecter les prescriptions liées aux risques naturels inscrites dans le compte-rendu de visite terrain : pas de dessouchage en zone de glissement de terrain.

– [redacted] - **EARL FERME DES PALETIÈRES**

Installation depuis moins de 5 ans sur la commune de Theys, en bovin viande, en HVE et vente en circuit court et long.

- Objectifs des travaux : confortation de l'exploitation, gain en foncier fonctionnel, résilience face au changement climatique, amélioration de l'autonomie fourragère et amélioration des conditions de travail (regroupement de foncier autour du siège),
- Commune concernée par les travaux : Theys,
- Numéro(s) de parcelle(s) : C227; C231; C328; C359; C360; C362; C412; C1719; C2063,
- Surface concernée : 7,67 ha,
- Types de travaux : broyage lourd, abattage, dessouchage, ensemencement et pose de clôtures,
- Utilisation(s) future(s) : pâture,
- Dépenses réelles : 13 802,00 € HT, soit 1 800,00 € / ha,
- Dépenses éligibles : 13 802,00 € HT,
- Subvention : 80 % communauté de communes Le Grésivaudan, soit 11 041,60 €,
- Prescriptions et préconisations du comité : Ne pas démarrer les travaux avant le retour sur l'autorisation environnementale (défrichement) et l'étude au cas par cas. Respecter les prescriptions liées aux risques naturels inscrites dans le compte-rendu de visite terrain : pas de dessouchage en zone de crue torrentielle. Toutes les opérations liées aux travaux devront être réalisées en dehors des périmètres de protection du captage Clapier.

– [redacted] - **GAEC DE BELLE ETOILE**

Installation depuis moins de 5 ans (pour 1 associé) sur la commune de Theys, en bovin lait, en HVE et vente en circuit court et long.

- Objectifs des travaux : confortation de l'exploitation, gain en foncier fonctionnel, résilience face au changement climatique, amélioration de l'autonomie fourragère et sécurisation du pâturage,
- Commune concernée par les travaux : Theys,
- Numéro(s) de parcelle(s) : A1253; B217; B1131; B1346; B1453; B1461,
- Surface concernée : 1,22 ha,
- Types de travaux : broyage forestier,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

- Utilisation(s) future(s) : pâture,
- Dépenses réelles : 4 010,00 € HT, soit 3 287,00 € / ha,
- Dépenses éligibles : 4 010,00 € HT,
- Subvention : 80 % communauté de communes Le Grésivaudan, soit 3 208,00 €,
- Prescriptions et préconisations du comité : Respecter les prescriptions liées aux risques naturels inscrites dans le compte-rendu de visite terrain : pas de dessouchage en zone de glissement de terrain.
  Poser une clôture le long des cours d'eau (sur le secteur du Replat).

– [redacted] - **GAEC BERGERIE DU PLAN**

Exploitation située sur la commune de Le Haut-Bréda, en ovin viande, en agriculture biologique et vente en circuit court et long.

- Objectifs des travaux : confortation de l'exploitation, amélioration de l'autonomie fourragère, gain en foncier fonctionnel et amélioration des conditions de travail,
- Commune concernée par les travaux : Le Haut-Bréda,
- Numéro(s) de parcelle(s) : 306E198; 306E200,
- Surface concernée : 1,20 ha,
- Types de travaux : aménagement pour la création de stockage d'eau (cuve et abreuvoir),création d'accès, pose de clôtures, débroussaillage, abattage et broyage,
- Utilisation(s) future(s) : pâture,
- Dépenses réelles : 3 923,00 € HT, soit 3 269,00 € / ha,
- Dépenses éligibles : 3 923,00 € HT,
- Subvention : 80 % communauté de communes Le Grésivaudan, soit 3 138,40 €,
- Prescriptions et préconisations du comité : Ne pas démarrer les travaux avant le retour sur l'étude au cas par cas.
  Respecter les prescriptions liées aux risques naturels inscrites dans le compte-rendu de visite terrain : pas de dessouchage en zone de risque de glissement de terrain.
  Conserver un alignement d'arbres (contre la grange). Toutes les opérations liées aux travaux devront être réalisées en dehors des périmètres de protection du captage Bourlière.

– [redacted]

Installation depuis moins de 5 ans sur la commune de Le Haut-Bréda, en ovin viande, en cours de conversion biologique et vente en circuit court.

- Objectifs des travaux : confortation de l'installation, amélioration de l'autonomie fourragère et gain en foncier fonctionnel,
- Commune concernée par les travaux : Le Haut-Bréda,
- Numéro(s) de parcelle(s) : 306A284; 306A294; 306A526; 306A614; 306A615; 306A617; 306A686; 306A687; 306A688,
- Surface concernée : 2,23 ha,
- Types de travaux : débroussaillage, abattage et broyage,
- Utilisation(s) future(s) : pâture,
- Dépenses réelles : 5 980,00 € HT, soit 2 682,00 € / ha,
- Dépenses éligibles : 5 980,00 € HT,
- Subvention : 80 % communauté de communes Le Grésivaudan, soit 4 784,00 €,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

- Prescriptions et préconisations du comité : Ne pas démarrer les travaux avant le retour sur l'étude au cas par cas.
  Concernant les berges : elles doivent être maintenues en l'état (pas de dessouchage), pas d'encombrement, ni de chevauchement du ruisseau avec les engins ne doit être effectué.
  S'assurer que la pression de pâturage reste suffisante après la réouverture.

– [redacted] - **L'ODE À LA FERME**

Installation depuis moins de 5 ans sur la commune de Saint-Mury-Monteymond, en volailles de chair, en agriculture biologique et vente en circuit court.

- Objectifs des travaux : confortation de l'exploitation, limiter l'impact des ravageurs (sangliers et cervidés) et de la prédation et augmentation de production (bâtiment : dindes + pondeuses),
- Commune concernée par les travaux : Saint-Mury-Monteymond,
- Numéro(s) de parcelle(s) : A212; A222; A394,
- Surface concernée : 3,51 ha,
- Types de travaux : broyage, dessouchage, nivellement et pose de clôtures,
- Utilisation(s) future(s) : volailles de chair et poules pondeuses,
- Dépenses réelles : 12 029,00 € HT, soit 3 424,00 € / ha,
- Dépenses éligibles : 12 029,00 € HT,
- Subvention : 80 % communauté de communes Le Grésivaudan, soit 9 623,20 €,
- Prescriptions et préconisations du comité : Ne pas démarrer les travaux avant le retour sur l'étude au cas par cas.
  Respecter les prescriptions liées aux risques naturels inscrites dans le compte-rendu de visite terrain : conserver certains arbres stabilisateurs en zone de risque de glissement de terrain.
  Etablir une solution pérenne d'entretien du parcellaire hors parcours : ruminants, mécanisation etc.

– [redacted] - **GAEC FERME BELLEVUE**

Installation depuis moins de 5 ans (pour 1 associé) sur la commune de Le Moutaret, en bovin viande et porc charcutier, en agriculture biologique pour la partie en porc charcutier et les surfaces, avec vente en circuit court.

- Objectifs des travaux : confortation de l'exploitation, mise en valeur des paysages de montagne du Grésivaudan, résilience face au changement climatique et augmentation de surface (pâturage et fauche),
- Commune concernée par les travaux : Le Moutaret,
- Numéro(s) de parcelle(s) : A100; A109; A110; A111; A143; A144; A149; B420; B422; D258; D313,
- Surface concernée : 2,56 ha,
- Types de travaux : broyage forestier, suppression de murets en pierre et ensemencement,
- Utilisation(s) future(s) : pâture,
- Dépenses réelles : 7 261,00 € HT, soit 2 836,00 € / ha,
- Dépenses éligibles : 7 261,00 € HT,
- Subvention : 80 % communauté de communes Le Grésivaudan, soit 5 808,80 €,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

- Prescriptions et préconisations du comité : Respecter les prescriptions liées aux risques naturels inscrites dans le compte-rendu de visite terrain : en zone de glissement de terrain, les murets pourront être enlevés mais seulement les murets, pas de mouvement de terre. Un nivellement du terrain pourra être réalisé mais pas de remblai.
  Revoir le calendrier de pâturage et parvenir à affecter un tracteur et du temps de travail pour le broyage dans les périodes optimales.
  Refendre les parcs pour assurer une pression de pâturage suffisante afin de maintenir l'espace ouvert.

– [redacted] - **GAEC DE LA GRIVOLÉE**

Exploitation située sur la commune de Saint-Martin-d'Uriage, en ovin viande, en label rouge, avec vente en circuit court et long.

- Objectifs des travaux : gain en foncier fonctionnel (parcelle de transition entre 2 blocs parcellaires) et
- amélioration des conditions de travail,
- Commune concernée par les travaux : Saint-Martin-d'Uriage,
- Numéro(s) de parcelle(s) : AH512,
- Surface concernée : 0,29 ha,
- Types de travaux : défrichage et dessouchage,
- Utilisation(s) future(s) : 3 ans de céréales, puis prairie,
- Dépenses réelles : 1 411,00 € HT, soit 4 881,00 € / ha,
- Dépenses éligibles : 1 156,00 € HT,
- Subvention : 80 % communauté de communes Le Grésivaudan, soit 924,80 €,
- Prescriptions et préconisations du comité : aucune.

– [redacted] - **LA FERME DES CASTORS**

Exploitation située sur la commune de Laval-en-Belledonne, en bovin viande, avec vente majoritairement en circuit long.

- Objectifs des travaux : gain en foncier fonctionnel, confortation de la transmission et amélioration des conditions de travail (regroupement parcellaire),
- Commune concernée par les travaux : Laval-en-Belledonne,
- Numéro(s) de parcelle(s) : A469,
- Surface concernée : 1,47 ha,
- Types de travaux : dessouchage et broyage forestier, puis ensemencement,
- Utilisation(s) future(s) : pâture,
- Dépenses réelles : 5 871,00 € HT, soit 3 994,00 € / ha,
- Dépenses éligibles : 5 871,00 € HT,
- Subvention : 80 % communauté de communes Le Grésivaudan, soit 4 696,80 €,
- Prescriptions et préconisations du comité : Ne pas démarrer les travaux avant le retour sur l'autorisation environnementale (défrichement) et l'étude au cas par cas.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

– [redacted] - **FERME DE LA CROIX DES ADRETS**

Installation depuis moins de 5 ans sur la commune d'Hurtières, en maraichage, nuciculture et arboriculture, avec vente en circuit court.

- Objectifs des travaux : augmentation de production, résilience face au changement climatique et diversification de la production,
- Commune concernée par les travaux : Hurtières,
- Numéro(s) de parcelle(s) : B263; B264; B957,
- Surface concernée : 0,39 ha,
- Types de travaux : bucheronnage, débardage, dessouchage, broyage et pose de clôtures,
- Utilisation(s) future(s) : verger et petits fruits,
- Dépenses réelles : 3 647,00 € HT, soit 9 257,00 € / ha,
- Dépenses éligibles : 3 647,00 € HT,
- Subvention : 80 % communauté de communes Le Grésivaudan, soit 2 917,60 €,
- Prescriptions et préconisations du comité : Privilégier l'entretien des surfaces par la dent de l'animal en adaptant le calendrier de pâturage aux périodes les plus favorables à la maîtrise de la végétation.
  Conserver certains arbres fonctionnels.

TABLEAU RECAPITULATIF	
Subvention d'équipement Enveloppe à affecter : Aides à l'ouverture des espaces et à la reconquête agricole :	Montant
- [redacted] - L'AUTRE VERSANT	7 628,00 €
- [redacted] - LA FERME DE CARRAJAT	5 360,00 €
- [redacted]	6 992,00 €
- [redacted]	8 936,80 €
- [redacted] - GAEC DU CHAMPET	12 000,00 €
- [redacted] - EARL FERME DES PALETIÈRES	11 041,60 €
- [redacted] - GAEC DE BELLE ETOILE	3 208,00 €
- [redacted] - GAEC BERGERIE DU PLAN	3 138,40 €
- [redacted]	4 784,00 €
- [redacted] - L'ODE À LA FERME	9 623,20 €
- [redacted] - GAEC FERME BELLEVUE	5 808,80 €
- [redacted] - GAEC DE LA GRIVOLÉE	924,80 €
- [redacted] - LA FERME DES CASTORS	4 696,80 €
- [redacted] - FERME DE LA CROIX DES ADRETS	2 917,60 €
Total	**87 060,00 €**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Ainsi, dans le cadre de l'Appel à Projets « Maintien des Espaces Ouverts et Reconquête agricole », Monsieur le Président propose au Conseil communautaire :

- D'attribuer une subvention, au titre de l'année 2026, d'un montant de :
  - 7 628,00 € à [redacted] - L'AUTRE VERSANT,
  - 5 360,00 € à [redacted] - LA FERME DE CARRAJAT,
  - 6 992,00 € à [redacted]
  - 8 936,80 € à [redacted],
  - 12 000,00 € à [redacted] - GAEC DU CHAMPET,
  - 11 041,60 € à [redacted] - EARL FERME DES PALETIÈRES,
  - 3 208,00 € à [redacted] - GAEC DE BELLE ETOILE,
  - 3 138,40 € à [redacted] - GAEC BERGERIE DU PLAN,
  - 4 784,00 € à [redacted]
  - 9 623,20 € à [redacted] - L'ODE À LA FERME,
  - 5 808,80 € à [redacted] - GAEC FERME BELLEVUE,
  - 924,80 € à [redacted] - GAEC DE LA GRIVOLÉE,
  - 4 696,80 € à [redacted] - LA FERME DES CASTORS,
  - 2 917,60 € à [redacted] - FERME DE LA CROIX DES ADRETS,
- De l'autoriser à signer les conventions, annexées à la présente délibération, relatives à l'attribution de ces subventions, ainsi que tout acte afférent à cette affaire.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité cette délibération.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus.
Au registre ont signé tous les membres présents.
POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME ET EXECUTOIRE

Crolles, le 21 SEP. 2026

Le Président,
Henri BAILE

Communauté de communes Le Grésivaudan
Le Président
(Isère)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le GRÉSIVAUDAN
communauté de communes

CONVENTION D'attribution d'une aide au titre de l'accompagnement au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole N° DEVECO-26-xxx

Entre les soussignés :

La communauté de communes Le Grésivaudan,
représentée par son Président, **Monsieur Henri BAILE**,
dont le siège est situé 390, rue Henri
Fabre - 38926 CROLLES cedex,
agissant en vertu de la délibération n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026,

Ci-après désignée **Le Grésivaudan,**

D'une part,

Et :

[redacted] **- L'AUTRE VERSANT**
dont le siège d'exploitation est situé 3 impasse de la Bâtie, Saint-Hilaire-du-Touvet - 38660 PLATEAU-DES-PETITES-ROCHES,
représenté par [redacted], chef d'exploitation,

Ci-après désigné **Le bénéficiaire,**

D'autre part.

Il est convenu, ce qui suit :

Vu les statuts de la communauté de communes Le Grésivaudan, en particulier ses compétences en matière de développement et d'aménagement ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2019-0300 du 23 septembre 2019 relative aux orientations de la nouvelle politique agricole, alimentaire à l'horizon 2030 ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2022-0209 du 27 juin 2022 portant sur l'adoption du cahier des charges pour l'attribution des aides au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole, règlement adopté de manière conjointe avec le Département de l'Isère ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2023-0033 du 30 janvier 2023 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2024-0394 du 25 novembre 2024 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026 attribuant les subventions et autorisant Monsieur le Président à signer la convention ;

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat et les modalités d'attribution de la subvention intercommunale au bénéficiaire ainsi que ses obligations.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 2 - Investissements subventionnés

La subvention porte sur les investissements suivants :

- Commune concernée par les travaux : Plateau-des-Petites-Roches ;
- Numéro(s) de parcelle(s) : C727 ;
- Surface concernée : 0,23 ha ;
- Types de travaux : abattage, broyage forestier, scarification, nivellement, création d'accès, pose de clôtures et implantation d'un couvert ;
- Utilisation(s) future(s) : vignes.

Article 3 - Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- Délai de réalisation : les travaux devront être commencés dans les 24 mois à compter de la signature de la convention et terminés dans les 5 ans ;
- Ne pas démarrer les travaux avant la décision d'octroi de l'aide ou une autorisation express et le cas échéant, des autorisations environnementales nécessaires (défrichement, prélèvement d'eau, loi sur l'eau, périmètre de captage...) et l'étude au cas par cas ;
- Suivre les préconisations du comité de pilotage : entretien des abords de la parcelle pour éviter la progression ligneuse. Prévoir l'aménagement d'une plate-forme de stationnement en haut de la parcelle. Prévoir des sentes en haut, milieu et bas de parcelle, en suivant les lignes de courbe pour faciliter le travail dans les vignes ;
- Informer Le Grésivaudan de toute modification effectuée sur le projet ;
- Une réalisation des travaux en dehors des périodes sensibles pour la faune et sans utilisation de produits chimiques ;
- Maintenir la vocation agricole de la zone pendant 5 ans minimum après la fin des travaux (versement du solde). Seules les techniques de débroussaillage sans produit chimique seront autorisées. Le maintien de l'ouverture sera favorisé par le suivi du plan de gestion préconisé en visite conseil (pression de pâture adapté) ;
- Ne pas solliciter d'autres aides publiques que celles de la communauté de communes Le Grésivaudan ;
- Utiliser les fonds versés pour réaliser uniquement les investissements prévus à l'article 2 de la présente convention ;
- Préciser que la subvention a été attribuée par la communauté de communes Le Grésivaudan lors de la mention ou présentation de ces travaux ;
- Accepter et faciliter l'ensemble des contrôles qui pourraient résulter de l'octroi des aides ;
- Conserver les documents justificatifs pendant 5 ans à compter du versement du solde de subvention ;
- Rembourser la subvention attribuée en cas de non-respect d'un des engagements.

Article 4 - Plan de financement de l'opération

Les dépenses éligibles s'élèvent à 9 535,00 € HT (plafond à 4 000 €/ha pour les surfaces herbagères).

Le plan de de financement de l'opération est le suivant :

Communauté de communes Le Grésivaudan	7 628,00 €	80 %
Autofinancement du porteur de projet	1 907,00 €	20 %

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 5 - Montant et modalités de versement de la subvention

La subvention de la communauté de communes Le Grésivaudan s'élève à 7 628,00 €. Elle peut être versée en deux fois selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % de la subvention liée aux travaux, soit 3 814,00 € sur présentation d'une attestation de démarrage des travaux ;
- Le solde sur présentation des factures acquittées.

Le cas échéant, sur présentation de factures acquittées, un versement intermédiaire pourra être effectué.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée courant de sa date de signature jusqu'à l'expiration de la période minimale obligatoire de maintien de la vocation agricole mentionnée à l'article 3 de la présente convention (5 ans après versement du solde).

Article 7 - Transparence financière

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Grésivaudan dans les 12 mois suivant la fin des travaux pour lesquels la subvention a été attribuée :

- les factures et attestation sur l'honneur des heures de main d'œuvre qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- des photos des travaux réalisés.

D'une manière générale, le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Grésivaudan, de l'utilisation des subventions reçues.

Article 8 - Remboursement des sommes allouées

En cas de violation par le bénéficiaire de l'une des clauses de la présente convention, notamment :

- si le bénéficiaire n'utilise pas les fonds versés dans le strict cadre des articles 2 et 3 de la présente convention ;
- si le bénéficiaire ne réalise pas les travaux dans le délai mentionné à l'article 3 ;
- si le bénéficiaire ne maintient pas son activité pendant la période minimale mentionnée à l'article 3 de la présente convention ;
- ou en cas de non-respect des dispositions ayant trait à la transparence financière.

Le Grésivaudan pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé, Le Grésivaudan pourra demander le remboursement de la subvention par émission d'un titre exécutoire.
En tout état de cause, y compris en cas de résiliation anticipée de la convention, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'une demande de remboursement par Le Grésivaudan par émission d'un titre exécutoire.

Article 9 - Assurances

Le bénéficiaire exerce son activité sous sa responsabilité exclusive.
Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Grésivaudan ne puisse être recherchée.

Article 10 - Résiliation

Le Grésivaudan peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par Le Grésivaudan.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le Grésivaudan peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire. Dans ce cas, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par Le Grésivaudan.

Article 11 - Litiges

En cas de contestation, litige ou autre différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.
Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Crolles en deux exemplaires, le 30/09/2026

Pour la communauté de communes Le Grésivaudan

Pour le Président,
Henri BAILE
Et par délégation,
Le vice-président à la souveraineté alimentaire, à l'agriculture et à la forêt

Olivier SALVETTI

Pour L'AUTRE VERSANT,
le chef d'exploitation,

[redacted]

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le GRÉSIVAUDAN
communauté de communes

CONVENTION D'attribution d'une aide au titre de l'accompagnement au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole N° DEVECO-26-xxx

Entre les soussignés :

La communauté de communes Le Grésivaudan,
représentée par son Président, **Monsieur Henri BAILE**,
dont le siège est situé 390, rue Henri Fabre - 38926 CROLLES cedex,
agissant en vertu de la délibération n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026,

Ci-après désignée **Le Grésivaudan,**

D'une part,

Et :

[redacted] **- LA FERME DE CARRAJAT**
dont le siège d'exploitation est situé Lieu-dit les Perrins - 38830 CRETS-EN-BELLEDONNE,
représenté par [redacted], chef d'exploitation,

Ci-après désigné **Le bénéficiaire,**

D'autre part.

Il est convenu, ce qui suit :

Vu les statuts de la communauté de communes Le Grésivaudan, en particulier ses compétences en matière de développement et d'aménagement ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2019-0300 du 23 septembre 2019 relative aux orientations de la nouvelle politique agricole, alimentaire à l'horizon 2030 ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2022-0209 du 27 juin 2022 portant sur l'adoption du cahier des charges pour l'attribution des aides au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole, règlement adopté de manière conjointe avec le Département de l'Isère ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2023-0033 du 30 janvier 2023 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2024-0394 du 25 novembre 2024 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026 attribuant les subventions et autorisant Monsieur le Président à signer la convention ;

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat et les modalités d'attribution de la subvention intercommunale au bénéficiaire ainsi que ses obligations.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 2 - Investissements subventionnés

La subvention porte sur les investissements suivants :

- Commune concernée par les travaux : Crêts en Belledonne ;
- Numéro(s) de parcelle(s) : 262B86; 262B87; 262B97; 262B115; 262B116 ;
- Surface concernée : 1,81 ha ;
- Types de travaux : achat et pose de clôtures anti-gibier et création d'un chemin d'évitement ;
- Utilisation(s) future(s) : verger.

Article 3 - Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- Délai de réalisation : les travaux devront être commencés dans les 24 mois à compter de la signature de la convention et terminés dans les 5 ans ;
- Ne pas démarrer les travaux avant la décision d'octroi de l'aide ou une autorisation express et le cas échéant, des autorisations environnementales nécessaires (défrichement, prélèvement d'eau, loi sur l'eau, périmètre de captage...) et l'étude au cas par cas ;
- Suivre les préconisations du comité de pilotage : veiller à ce que le couloir de réorientation des cervidés et les abords de la clôture soient bien entretenus dans la durée ;
- Informer Le Grésivaudan de toute modification effectuée sur le projet ;
- Une réalisation des travaux en dehors des périodes sensibles pour la faune et sans utilisation de produits chimiques ;
- Maintenir la vocation agricole de la zone pendant 5 ans minimum après la fin des travaux (versement du solde). Seules les techniques de débroussaillage sans produit chimique seront autorisées. Le maintien de l'ouverture sera favorisé par le suivi du plan de gestion préconisé en visite conseil (pression de pâture adapté) ;
- Ne pas solliciter d'autres aides publiques que celles de la communauté de communes Le Grésivaudan ;
- Utiliser les fonds versés pour réaliser uniquement les investissements prévus à l'article 2 de la présente convention ;
- Préciser que la subvention a été attribuée par la communauté de communes Le Grésivaudan lors de la mention ou présentation de ces travaux ;
- Accepter et faciliter l'ensemble des contrôles qui pourraient résulter de l'octroi des aides ;
- Conserver les documents justificatifs pendant 5 ans à compter du versement du solde de subvention ;
- Rembourser la subvention attribuée en cas de non-respect d'un des engagements.

Article 4 - Plan de financement de l'opération

Les dépenses éligibles s'élèvent à 6 700,00 € HT (plafond à 4 000 €/ha pour les surfaces herbagères).

Le plan de de financement de l'opération est le suivant :

Communauté de communes Le Grésivaudan	5 360,00 €	80 %
Autofinancement du porteur de projet	1 340,00 €	20 %

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 5 - Montant et modalités de versement de la subvention

La subvention de la communauté de communes Le Grésivaudan s'élève à 5 360,00 €. Elle peut être versée en deux fois selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % de la subvention liée aux travaux, soit 2 680,00 € sur présentation d'une attestation de démarrage des travaux ;
- Le solde sur présentation des factures acquittées.

Le cas échéant, sur présentation de factures acquittées, un versement intermédiaire pourra être effectué.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée courant de sa date de signature jusqu'à l'expiration de la période minimale obligatoire de maintien de la vocation agricole mentionnée à l'article 3 de la présente convention (5 ans après versement du solde).

Article 7 - Transparence financière

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Grésivaudan dans les 12 mois suivant la fin des travaux pour lesquels la subvention a été attribuée :

- les factures et attestation sur l'honneur des heures de main d'œuvre qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- des photos des travaux réalisés.

D'une manière générale, le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Grésivaudan, de l'utilisation des subventions reçues.

Article 8 - Remboursement des sommes allouées

En cas de violation par le bénéficiaire de l'une des clauses de la présente convention, notamment :

- si le bénéficiaire n'utilise pas les fonds versés dans le strict cadre des articles 2 et 3 de la présente convention ;
- si le bénéficiaire ne réalise pas les travaux dans le délai mentionné à l'article 3 ;
- si le bénéficiaire ne maintient pas son activité pendant la période minimale mentionnée à l'article 3 de la présente convention ;
- ou en cas de non-respect des dispositions ayant trait à la transparence financière.

Le Grésivaudan pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé, Le Grésivaudan pourra demander le remboursement de la subvention par émission d'un titre exécutoire.
En tout état de cause, y compris en cas de résiliation anticipée de la convention, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'une demande de remboursement par Le Grésivaudan par émission d'un titre exécutoire.

Article 9 - Assurances

Le bénéficiaire exerce son activité sous sa responsabilité exclusive.
Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Grésivaudan ne puisse être recherchée.

Article 10 - Résiliation

Le Grésivaudan peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par Le Grésivaudan.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le Grésivaudan peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire. Dans ce cas, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par Le Grésivaudan.

Article 11 - Litiges
En cas de contestation, litige ou autre différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.
Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Crolles en deux exemplaires, le 30/09/2026

Pour la communauté de communes Le Grésivaudan

Pour le Président,
Henri BAILE
Et par délégation,
Le vice-président à la souveraineté alimentaire, à l'agriculture et à la forêt

Olivier SALVETTI

Pour LA FERME DE CARRAJAT,
le chef d'exploitation,

[redacted]

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le GRÉSIVAUDAN
communauté de communes

CONVENTION D'attribution d'une aide au titre de l'accompagnement au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole N° DEVECO-26-xxx

Entre les soussignés :

La communauté de communes Le Grésivaudan,
représentée par son Président, **Monsieur Henri BAILE**,
dont le siège est situé 390, rue Henri
Fabre - 38926 CROLLES cedex,
agissant en vertu de la délibération n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026,

Ci-après désignée **Le Grésivaudan,**

D'une part,

Et :

[redacted]
dont le siège d'exploitation est situé Impasse des figuiers - 38830 CRETS-EN-BELLEDONNE,
représenté par [redacted], chef d'exploitation,

Ci-après désigné **Le bénéficiaire,**

D'autre part.

Il est convenu, ce qui suit :

Vu les statuts de la communauté de communes Le Grésivaudan, en particulier ses compétences en matière de développement et d'aménagement ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2019-0300 du 23 septembre 2019 relative aux orientations de la nouvelle politique agricole, alimentaire à l'horizon 2030 ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2022-0209 du 27 juin 2022 portant sur l'adoption du cahier des charges pour l'attribution des aides au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole, règlement adopté de manière conjointe avec le Département de l'Isère ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2023-0033 du 30 janvier 2023 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2024-0394 du 25 novembre 2024 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026 attribuant les subventions et autorisant Monsieur le Président à signer la convention ;

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat et les modalités d'attribution de la subvention intercommunale au bénéficiaire ainsi que ses obligations.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 2 - Investissements subventionnés

La subvention porte sur les investissements suivants :

- Commune concernée par les travaux : Crêts en Belledonne ;
- Numéro(s) de parcelle(s) : F433; F1092; F1095; F1096; F1405 ;
- Surface concernée : 3,67 ha ;
- Types de travaux : broyage et élagage ;
- Utilisation(s) future(s) : pâture.

Article 3 - Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- Délai de réalisation : les travaux devront être commencés dans les 24 mois à compter de la signature de la convention et terminés dans les 5 ans ;
- Ne pas démarrer les travaux avant la décision d'octroi de l'aide ou une autorisation express et le cas échéant, des autorisations environnementales nécessaires (défrichement, prélèvement d'eau, loi sur l'eau, périmètre de captage...) et l'étude au cas par cas ;
- Suivre les préconisations du comité de pilotage : refendre les parcs pour assurer une pression de pâturage suffisante afin de maintenir l'espace ouvert ;
- Respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique du captage du Feyjoux ;
- Respecter les prescriptions liées aux risques naturels inscrites dans le compte-rendu de visite terrain : pas de dessouchage en zone de glissement de terrain ;
- Informer Le Grésivaudan de toute modification effectuée sur le projet ;
- Une réalisation des travaux en dehors des périodes sensibles pour la faune et sans utilisation de produits chimiques ;
- Maintenir la vocation agricole de la zone pendant 5 ans minimum après la fin des travaux (versement du solde). Seules les techniques de débroussaillage sans produit chimique seront autorisées. Le maintien de l'ouverture sera favorisé par le suivi du plan de gestion préconisé en visite conseil (pression de pâture adapté) ;
- Ne pas solliciter d'autres aides publiques que celles de la communauté de communes Le Grésivaudan ;
- Utiliser les fonds versés pour réaliser uniquement les investissements prévus à l'article 2 de la présente convention ;
- Préciser que la subvention a été attribuée par la communauté de communes Le Grésivaudan lors de la mention ou présentation de ces travaux ;
- Accepter et faciliter l'ensemble des contrôles qui pourraient résulter de l'octroi des aides ;
- Conserver les documents justificatifs pendant 5 ans à compter du versement du solde de subvention ;
- Rembourser la subvention attribuée en cas de non-respect d'un des engagements.

Article 4 - Plan de financement de l'opération

Les dépenses éligibles s'élèvent à 8 740,00 € HT (plafond à 4 000 €/ha pour les surfaces herbagères).

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le plan de de financement de l'opération est le suivant :

Communauté de communes Le Grésivaudan	6 992,00 €	80 %
Autofinancement du porteur de projet	1 748,00 €	20 %

Article 5 - Montant et modalités de versement de la subvention

La subvention de la communauté de communes Le Grésivaudan s'élève à 6 992,00 €. Elle peut être versée en deux fois selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % de la subvention liée aux travaux, soit 3 496,00 € sur présentation d'une attestation de démarrage des travaux ;
- Le solde sur présentation des factures acquittées.

Le cas échéant, sur présentation de factures acquittées, un versement intermédiaire pourra être effectué.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée courant de sa date de signature jusqu'à l'expiration de la période minimale obligatoire de maintien de la vocation agricole mentionnée à l'article 3 de la présente convention (5 ans après versement du solde).

Article 7 - Transparence financière

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Grésivaudan dans les 12 mois suivant la fin des travaux pour lesquels la subvention a été attribuée :

- les factures et attestation sur l'honneur des heures de main d'œuvre qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- des photos des travaux réalisés.

D'une manière générale, le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Grésivaudan, de l'utilisation des subventions reçues.

Article 8 - Remboursement des sommes allouées

En cas de violation par le bénéficiaire de l'une des clauses de la présente convention, notamment :

- si le bénéficiaire n'utilise pas les fonds versés dans le strict cadre des articles 2 et 3 de la présente convention ;
- si le bénéficiaire ne réalise pas les travaux dans le délai mentionné à l'article 3 ;
- si le bénéficiaire ne maintient pas son activité pendant la période minimale mentionnée à l'article 3 de la présente convention ;
- ou en cas de non-respect des dispositions ayant trait à la transparence financière.

Le Grésivaudan pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé, Le Grésivaudan pourra demander le remboursement de la subvention par émission d'un titre exécutoire.
En tout état de cause, y compris en cas de résiliation anticipée de la convention, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'une demande de remboursement par Le Grésivaudan par émission d'un titre exécutoire.

Article 9 - Assurances

Le bénéficiaire exerce son activité sous sa responsabilité exclusive.
Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Grésivaudan ne puisse être recherchée.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 10 - Résiliation

Le Grésivaudan peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par Le Grésivaudan.

Le Grésivaudan peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire. Dans ce cas, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par Le Grésivaudan.

Article 11 - Litiges

En cas de contestation, litige ou autre différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.

Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Crolles en deux exemplaires, le 30/09/2026

Pour la communauté de communes Le Grésivaudan

Pour le Président,
Henri BAILE
Et par délégation,
Le vice-président à la souveraineté alimentaire, à l'agriculture et à la forêt

Olivier SALVETTI

Pour [redacted]

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le GRÉSIVAUDAN
communauté de communes

CONVENTION D'attribution d'une aide au titre de l'accompagnement au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole N° DEVECO-26-xxx

Entre les soussignés :

La communauté de communes Le Grésivaudan,
représentée par son Président, **Monsieur Henri BAILE**,
dont le siège est situé 390, rue Henri
Fabre - 38926 CROLLES cedex,
agissant en vertu de la délibération n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026,

Ci-après désignée **Le Grésivaudan,**

D'une part,

Et :

[redacted]
dont le siège d'exploitation est situé 86 rue de la douane - 38580 LA CHAPELLE-DU-BARD,
représenté par [redacted], chef d'exploitation,

Ci-après désigné **Le bénéficiaire,**

D'autre part.

Il est convenu, ce qui suit :

Vu les statuts de la communauté de communes Le Grésivaudan, en particulier ses compétences en matière de développement et d'aménagement ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2019-0300 du 23 septembre 2019 relative aux orientations de la nouvelle politique agricole, alimentaire à l'horizon 2030 ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2022-0209 du 27 juin 2022 portant sur l'adoption du cahier des charges pour l'attribution des aides au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole, règlement adopté de manière conjointe avec le Département de l'Isère ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2023-0033 du 30 janvier 2023 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2024-0394 du 25 novembre 2024 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026 attribuant les subventions et autorisant Monsieur le Président à signer la convention ;

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat et les modalités d'attribution de la subvention intercommunale au bénéficiaire ainsi que ses obligations.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 2 - Investissements subventionnés

La subvention porte sur les investissements suivants :

- Commune concernée par les travaux : Crêts en Belledonne Le Moutaret, La Chapelle-du-Bard ;
- Numéro(s) de parcelle(s) : B776 (Crêts en Belledonne); B149; B198; B199 (Le Moutaret); B735; B740; B779; B780; B781; B782 (La Chapelle-du-Bard) ;
- Surface concernée : 13,80 ha ;
- Types de travaux : débroussaillage, ensemencement, pose d'abreuvoirs et clôtures pour permettre l'exploitation des terrains ;
- Utilisation(s) future(s) : pâture.

Article 3 - Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- Délai de réalisation : les travaux devront être commencés dans les 24 mois à compter de la signature de la convention et terminés dans les 5 ans ;
- Ne pas démarrer les travaux avant la décision d'octroi de l'aide ou une autorisation express et le cas échéant, des autorisations environnementales nécessaires (défrichement, prélèvement d'eau, loi sur l'eau, périmètre de captage...) et l'étude au cas par cas ;
- Suivre les préconisations du comité de pilotage : aucune ;
- Respecter les prescriptions liées aux risques naturels inscrites dans le compte-rendu de visite terrain : pas de dessouchage ;
- Informer Le Grésivaudan de toute modification effectuée sur le projet ;
- Une réalisation des travaux en dehors des périodes sensibles pour la faune et sans utilisation de produits chimiques ;
- Maintenir la vocation agricole de la zone pendant 5 ans minimum après la fin des travaux (versement du solde). Seules les techniques de débroussaillage sans produit chimique seront autorisées. Le maintien de l'ouverture sera favorisé par le suivi du plan de gestion préconisé en visite conseil (pression de pâture adapté) ;
- Ne pas solliciter d'autres aides publiques que celles de la communauté de communes Le Grésivaudan ;
- Utiliser les fonds versés pour réaliser uniquement les investissements prévus à l'article 2 de la présente convention ;
- Préciser que la subvention a été attribuée par la communauté de communes Le Grésivaudan lors de la mention ou présentation de ces travaux ;
- Accepter et faciliter l'ensemble des contrôles qui pourraient résulter de l'octroi des aides ;
- Conserver les documents justificatifs pendant 5 ans à compter du versement du solde de subvention ;
- Rembourser la subvention attribuée en cas de non-respect d'un des engagements.

Article 4 - Plan de financement de l'opération

Les dépenses éligibles s'élèvent à 11 171,00 € HT (plafond à 4 000 €/ha pour les surfaces herbagères).

Le plan de de financement de l'opération est le suivant :

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Communauté de communes Le Grésivaudan	8 936,80 €	80 %
Autofinancement du porteur de projet	2 234,20 €	20 %

Article 5 - Montant et modalités de versement de la subvention

La subvention de la communauté de communes Le Grésivaudan s'élève à 8 936,80 €. Elle peut être versée en deux fois selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % de la subvention liée aux travaux, soit 4 468,40 € sur présentation d'une attestation de démarrage des travaux ;
- Le solde sur présentation des factures acquittées.

Le cas échéant, sur présentation de factures acquittées, un versement intermédiaire pourra être effectué.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée courant de sa date de signature jusqu'à l'expiration de la période minimale obligatoire de maintien de la vocation agricole mentionnée à l'article 3 de la présente convention (5 ans après versement du solde).

Article 7 - Transparence financière

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Grésivaudan dans les 12 mois suivant la fin des travaux pour lesquels la subvention a été attribuée :

- les factures et attestation sur l'honneur des heures de main d'œuvre qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- des photos des travaux réalisés.

D'une manière générale, le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Grésivaudan, de l'utilisation des subventions reçues.

Article 8 - Remboursement des sommes allouées

En cas de violation par le bénéficiaire de l'une des clauses de la présente convention, notamment :

- si le bénéficiaire n'utilise pas les fonds versés dans le strict cadre des articles 2 et 3 de la présente convention ;
- si le bénéficiaire ne réalise pas les travaux dans le délai mentionné à l'article 3 ;
- si le bénéficiaire ne maintient pas son activité pendant la période minimale mentionnée à l'article 3 de la présente convention ;
- ou en cas de non-respect des dispositions ayant trait à la transparence financière.

Le Grésivaudan pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé, Le Grésivaudan pourra demander le remboursement de la subvention par émission d'un titre exécutoire.

En tout état de cause, y compris en cas de résiliation anticipée de la convention, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'une demande de remboursement par Le Grésivaudan par émission d'un titre exécutoire.

Article 9 - Assurances

Le bénéficiaire exerce son activité sous sa responsabilité exclusive.

Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Grésivaudan ne puisse être recherchée.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 10 - Résiliation

Le Grésivaudan peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par Le Grésivaudan.

Le Grésivaudan peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire. Dans ce cas, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par Le Grésivaudan.

Article 11 - Litiges

En cas de contestation, litige ou autre différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.

Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Crolles en deux exemplaires, le 30/09/2026

Pour la communauté de communes Le Grésivaudan

Pour le Président,
Henri BAILE
Et par délégation,
Le vice-président à la souveraineté alimentaire, à l'agriculture et à la forêt

Olivier SALVETTI

Pour [redacted]

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le GRÉSIVAUDAN
communauté de communes

CONVENTION D'attribution d'une aide au titre de l'accompagnement au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole N° DEVECO-26-xxx

Entre les soussignés :

La communauté de communes Le Grésivaudan,
représentée par son Président, **Monsieur Henri BAILE**,
dont le siège est situé 390, rue Henri
Fabre - 38926 CROLLES cedex,
agissant en vertu de la délibération n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026,

Ci-après désignée **Le Grésivaudan,**

D'une part,

Et :

[redacted] **- GAEC DU CHAMPET**
dont le siège d'exploitation est situé 575 Route de Bunand - 73240 AVRESSIEUX,
représenté par [redacted], membres de société non salariés agricoles,

Ci-après désigné **Le bénéficiaire,**

D'autre part.

Il est convenu, ce qui suit :

Vu les statuts de la communauté de communes Le Grésivaudan, en particulier ses compétences en matière de développement et d'aménagement ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2019-0300 du 23 septembre 2019 relative aux orientations de la nouvelle politique agricole, alimentaire à l'horizon 2030 ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2022-0209 du 27 juin 2022 portant sur l'adoption du cahier des charges pour l'attribution des aides au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole, règlement adopté de manière conjointe avec le Département de l'Isère ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2023-0033 du 30 janvier 2023 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2024-0394 du 25 novembre 2024 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026 attribuant les subventions et autorisant Monsieur le Président à signer la convention ;

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat et les modalités d'attribution de la subvention intercommunale au bénéficiaire ainsi que ses obligations.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 2 - Investissements subventionnés

La subvention porte sur les investissements suivants :

- Commune concernée par les travaux : Crêts en Belledonne ;
- Numéro(s) de parcelle(s) : 262A621; 262A1165; 262A1421 (projet 1) 262A275; 262A277; 262A278; 262A279; 262A285; 262A286; 262A287; 262A29; 262A397; 262A399; 262A405; 262A408; 262A411; 262A412; 262A413; 262A415; 262A416; 262A493; 262A498; 262A556; 262A557; 262A558; 262A703; 262A704; 262A1393 (projet 2) ;
- Surface concernée : 0,20 ha (projet 1) et 8,16 ha (projet 2) ;
- Types de travaux : abattage et débardage (projet 1) et broyage, pose d'abreuvoirs et de clôtures (projet 2) ;
- Utilisation(s) future(s) : pâture.

Article 3 - Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- Délai de réalisation : les travaux devront être commencés dans les 24 mois à compter de la signature de la convention et terminés dans les 5 ans ;
- Ne pas démarrer les travaux avant la décision d'octroi de l'aide ou une autorisation express et le cas échéant, des autorisations environnementales nécessaires (défrichement, prélèvement d'eau, loi sur l'eau, périmètre de captage...) et l'étude au cas par cas ;
- Suivre les préconisations du comité de pilotage : aucune ;
- Respecter les prescriptions liées aux risques naturels inscrites dans le compte-rendu de visite terrain : pas de dessouchage en zone de glissement de terrain ;
- Informer Le Grésivaudan de toute modification effectuée sur le projet ;
- Une réalisation des travaux en dehors des périodes sensibles pour la faune et sans utilisation de produits chimiques ;
- Maintenir la vocation agricole de la zone pendant 5 ans minimum après la fin des travaux (versement du solde). Seules les techniques de débroussaillage sans produit chimique seront autorisées. Le maintien de l'ouverture sera favorisé par le suivi du plan de gestion préconisé en visite conseil (pression de pâture adapté) ;
- Ne pas solliciter d'autres aides publiques que celles de la communauté de communes Le Grésivaudan ;
- Utiliser les fonds versés pour réaliser uniquement les investissements prévus à l'article 2 de la présente convention ;
- Préciser que la subvention a été attribuée par la communauté de communes Le Grésivaudan lors de la mention ou présentation de ces travaux ;
- Accepter et faciliter l'ensemble des contrôles qui pourraient résulter de l'octroi des aides ;
- Conserver les documents justificatifs pendant 5 ans à compter du versement du solde de subvention ;
- Rembourser la subvention attribuée en cas de non-respect d'un des engagements.

Article 4 - Plan de financement de l'opération

Les dépenses éligibles s'élèvent à 800,00 € HT (projet 1) et 14 200,00 € (projet 2) (plafond à 4 000 €/ha pour les surfaces herbagères).

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le plan de de financement de l'opération est le suivant :

Communauté de communes Le Grésivaudan	12 000,00 €	80 %
Autofinancement du porteur de projet	3 000,00 €	20 %

Article 5 - Montant et modalités de versement de la subvention

La subvention de la communauté de communes Le Grésivaudan s'élève à 12 000,00 €. Elle peut être versée en deux fois selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % de la subvention liée aux travaux, soit 6 000,00 € sur présentation d'une attestation de démarrage des travaux ;
- Le solde sur présentation des factures acquittées.

Le cas échéant, sur présentation de factures acquittées, un versement intermédiaire pourra être effectué.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée courant de sa date de signature jusqu'à l'expiration de la période minimale obligatoire de maintien de la vocation agricole mentionnée à l'article 3 de la présente convention (5 ans après versement du solde).

Article 7 - Transparence financière

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Grésivaudan dans les 12 mois suivant la fin des travaux pour lesquels la subvention a été attribuée :

- les factures et attestation sur l'honneur des heures de main d'œuvre qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- des photos des travaux réalisés.

D'une manière générale, le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Grésivaudan, de l'utilisation des subventions reçues.

Article 8 - Remboursement des sommes allouées

En cas de violation par le bénéficiaire de l'une des clauses de la présente convention, notamment :

- si le bénéficiaire n'utilise pas les fonds versés dans le strict cadre des articles 2 et 3 de la présente convention ;
- si le bénéficiaire ne réalise pas les travaux dans le délai mentionné à l'article 3 ;
- si le bénéficiaire ne maintient pas son activité pendant la période minimale mentionnée à l'article 3 de la présente convention ;
- ou en cas de non-respect des dispositions ayant trait à la transparence financière.

Le Grésivaudan pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé, Le Grésivaudan pourra demander le remboursement de la subvention par émission d'un titre exécutoire.
En tout état de cause, y compris en cas de résiliation anticipée de la convention, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'une demande de remboursement par Le Grésivaudan par émission d'un titre exécutoire.

Article 9 - Assurances

Le bénéficiaire exerce son activité sous sa responsabilité exclusive.
Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Grésivaudan ne puisse être recherchée.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 10 - Résiliation

Le Grésivaudan peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par Le Grésivaudan.

Le Grésivaudan peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire. Dans ce cas, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par Le Grésivaudan.

Article 11 - Litiges

En cas de contestation, litige ou autre différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.

Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Crolles en deux exemplaires, le 30/09/2026

Pour la communauté de communes Le Grésivaudan

Pour le Président,
Henri BAILE
Et par délégation,
Le vice-président à la souveraineté alimentaire, à l'agriculture et à la forêt

Olivier SALVETTI

Pour GAEC DU CHAMPET

[redacted]

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le GRÉSIVAUDAN
communauté de communes

CONVENTION D'attribution d'une aide au titre de l'accompagnement au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole N° DEVECO-26-xxx

Entre les soussignés :

La communauté de communes Le Grésivaudan,
représentée par son Président, **Monsieur Henri BAILE**,
dont le siège est situé 390, rue Henri
Fabre - 38926 CROLLES cedex,
agissant en vertu de la délibération n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026,

Ci-après désignée **Le Grésivaudan,**

D'une part,

Et :

[redacted] **- EARL FERME DES PALETIÈRES**
dont le siège d'exploitation est situé 2281 route de mont-farcy - 38570 THEYS,
représenté par [redacted], membre de société non salarié agricole,

Ci-après désigné **Le bénéficiaire,**

D'autre part.

Il est convenu, ce qui suit :

Vu les statuts de la communauté de communes Le Grésivaudan, en particulier ses compétences en matière de développement et d'aménagement ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2019-0300 du 23 septembre 2019 relative aux orientations de la nouvelle politique agricole, alimentaire à l'horizon 2030 ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2022-0209 du 27 juin 2022 portant sur l'adoption du cahier des charges pour l'attribution des aides au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole, règlement adopté de manière conjointe avec le Département de l'Isère ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2023-0033 du 30 janvier 2023 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2024-0394 du 25 novembre 2024 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026 attribuant les subventions et autorisant Monsieur le Président à signer la convention ;

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat et les modalités d'attribution de la subvention intercommunale au bénéficiaire ainsi que ses obligations.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 2 - Investissements subventionnés

La subvention porte sur les investissements suivants :

- Commune concernée par les travaux : Theys ;
- Numéro(s) de parcelle(s) : C227; C231; C328; C359; C360; C362; C412; C1719; C2063 ;
- Surface concernée : 7,67 ha ;
- Types de travaux : broyage lourd, abattage, dessouchage, ensemencement et pose de clôtures ;
- Utilisation(s) future(s) : pâture.

Article 3 - Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- Délai de réalisation : les travaux devront être commencés dans les 24 mois à compter de la signature de la convention et terminés dans les 5 ans ;
- Ne pas démarrer les travaux avant la décision d'octroi de l'aide ou une autorisation express et le cas échéant, des autorisations environnementales nécessaires (défrichement, prélèvement d'eau, loi sur l'eau, périmètre de captage...) et l'étude au cas par cas ;
- Suivre les préconisations du comité de pilotage : aucune ;
- Respecter les prescriptions liées aux risques naturels inscrites dans le compte-rendu de visite terrain : pas de dessouchage en zone de crue torrentielle ;
- Toutes les opérations liées aux travaux devront être réalisées en dehors des périmètres de protection du captage Clapier ;
- Informer Le Grésivaudan de toute modification effectuée sur le projet ;
- Une réalisation des travaux en dehors des périodes sensibles pour la faune et sans utilisation de produits chimiques ;
- Maintenir la vocation agricole de la zone pendant 5 ans minimum après la fin des travaux (versement du solde). Seules les techniques de débroussaillage sans produit chimique seront autorisées. Le maintien de l'ouverture sera favorisé par le suivi du plan de gestion préconisé en visite conseil (pression de pâture adapté) ;
- Ne pas solliciter d'autres aides publiques que celles de la communauté de communes Le Grésivaudan ;
- Utiliser les fonds versés pour réaliser uniquement les investissements prévus à l'article 2 de la présente convention ;
- Préciser que la subvention a été attribuée par la communauté de communes Le Grésivaudan lors de la mention ou présentation de ces travaux ;
- Accepter et faciliter l'ensemble des contrôles qui pourraient résulter de l'octroi des aides ;
- Conserver les documents justificatifs pendant 5 ans à compter du versement du solde de subvention ;
- Rembourser la subvention attribuée en cas de non-respect d'un des engagements.

Article 4 - Plan de financement de l'opération

Les dépenses éligibles s'élèvent à 13 802,00 € HT (plafond à 4 000 €/ha pour les surfaces herbagères).

Le plan de de financement de l'opération est le suivant :

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Communauté de communes Le Grésivaudan	11 041,60 €	80 %
Autofinancement du porteur de projet	2 760,40 €	20 %

Article 5 - Montant et modalités de versement de la subvention

La subvention de la communauté de communes Le Grésivaudan s'élève à 11 041,60 €. Elle peut être versée en deux fois selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % de la subvention liée aux travaux, soit 5 520,80 € sur présentation d'une attestation de démarrage des travaux ;
- Le solde sur présentation des factures acquittées.

Le cas échéant, sur présentation de factures acquittées, un versement intermédiaire pourra être effectué.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée courant de sa date de signature jusqu'à l'expiration de la période minimale obligatoire de maintien de la vocation agricole mentionnée à l'article 3 de la présente convention (5 ans après versement du solde).

Article 7 - Transparence financière

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Grésivaudan dans les 12 mois suivant la fin des travaux pour lesquels la subvention a été attribuée :

- les factures et attestation sur l'honneur des heures de main d'œuvre qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- des photos des travaux réalisés.

D'une manière générale, le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Grésivaudan, de l'utilisation des subventions reçues.

Article 8 - Remboursement des sommes allouées

En cas de violation par le bénéficiaire de l'une des clauses de la présente convention, notamment :

- si le bénéficiaire n'utilise pas les fonds versés dans le strict cadre des articles 2 et 3 de la présente convention ;
- si le bénéficiaire ne réalise pas les travaux dans le délai mentionné à l'article 3 ;
- si le bénéficiaire ne maintient pas son activité pendant la période minimale mentionnée à l'article 3 de la présente convention ;
- ou en cas de non-respect des dispositions ayant trait à la transparence financière.

Le Grésivaudan pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé, Le Grésivaudan pourra demander le remboursement de la subvention par émission d'un titre exécutoire.

En tout état de cause, y compris en cas de résiliation anticipée de la convention, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'une demande de remboursement par Le Grésivaudan par émission d'un titre exécutoire.

Article 9 - Assurances

Le bénéficiaire exerce son activité sous sa responsabilité exclusive.

Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Grésivaudan ne puisse être recherchée.

Article 10 - Résiliation

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le Grésivaudan peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par Le Grésivaudan.
Le Grésivaudan peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire. Dans ce cas, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par Le Grésivaudan.

Article 11 - Litiges

En cas de contestation, litige ou autre différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.
Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Crolles en deux exemplaires, le 30/09/2026

Pour la communauté de communes Le Grésivaudan

Pour le Président,
Henri BAILE
Et par délégation,
Le vice-président à la souveraineté alimentaire, à l'agriculture et à la forêt

Olivier SALVETTI

Pour EARL FERME DES PALETIÈRES

[redacted]

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le GRÉSIVAUDAN
communauté de communes

CONVENTION D'attribution d'une aide au titre de l'accompagnement au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole N° DEVECO-26-xxx

Entre les soussignés :

La communauté de communes Le Grésivaudan,
représentée par son Président, **Monsieur Henri BAILE**,
dont le siège est situé 390, rue Henri Fabre - 38926 CROLLES cedex,
agissant en vertu de la délibération n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026,

Ci-après désignée **Le Grésivaudan,**

D'une part,

Et :

[redacted] **- GAEC DE BELLE ETOILE**
dont le siège d'exploitation est situé L'envers, 45 impasse des mines de fer - 38570 THEYS,
représenté par [redacted], membres de société non salariés agricoles,

Ci-après désigné **Le bénéficiaire,**

D'autre part.

Il est convenu, ce qui suit :

Vu les statuts de la communauté de communes Le Grésivaudan, en particulier ses compétences en matière de développement et d'aménagement ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2019-0300 du 23 septembre 2019 relative aux orientations de la nouvelle politique agricole, alimentaire à l'horizon 2030 ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2022-0209 du 27 juin 2022 portant sur l'adoption du cahier des charges pour l'attribution des aides au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole, règlement adopté de manière conjointe avec le Département de l'Isère ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2023-0033 du 30 janvier 2023 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2024-0394 du 25 novembre 2024 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026 attribuant les subventions et autorisant Monsieur le Président à signer la convention ;

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat et les modalités d'attribution de la subvention intercommunale au bénéficiaire ainsi que ses obligations.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 2 - Investissements subventionnés

La subvention porte sur les investissements suivants :

- Commune concernée par les travaux : Theys ;
- Numéro(s) de parcelle(s) : A1253; B217; B1131; B1346; B1453; B1461 ;
- Surface concernée : 1,22 ha ;
- Types de travaux : broyage forestier ;
- Utilisation(s) future(s) : pâture.

Article 3 - Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- Délai de réalisation : les travaux devront être commencés dans les 24 mois à compter de la signature de la convention et terminés dans les 5 ans ;
- Ne pas démarrer les travaux avant la décision d'octroi de l'aide ou une autorisation express et le cas échéant, des autorisations environnementales nécessaires (défrichement, prélèvement d'eau, loi sur l'eau, périmètre de captage...) et l'étude au cas par cas ;
- Suivre les préconisations du comité de pilotage : poser une clôture le long des cours d'eau (sur le secteur du Replat) ;
- Respecter les prescriptions liées aux risques naturels inscrites dans le compte-rendu de visite terrain : pas de dessouchage en zone de glissement de terrain ;
- Informer Le Grésivaudan de toute modification effectuée sur le projet ;
- Une réalisation des travaux en dehors des périodes sensibles pour la faune et sans utilisation de produits chimiques ;
- Maintenir la vocation agricole de la zone pendant 5 ans minimum après la fin des travaux (versement du solde). Seules les techniques de débroussaillage sans produit chimique seront autorisées. Le maintien de l'ouverture sera favorisé par le suivi du plan de gestion préconisé en visite conseil (pression de pâture adapté) ;
- Ne pas solliciter d'autres aides publiques que celles de la communauté de communes Le Grésivaudan ;
- Utiliser les fonds versés pour réaliser uniquement les investissements prévus à l'article 2 de la présente convention ;
- Préciser que la subvention a été attribuée par la communauté de communes Le Grésivaudan lors de la mention ou présentation de ces travaux ;
- Accepter et faciliter l'ensemble des contrôles qui pourraient résulter de l'octroi des aides ;
- Conserver les documents justificatifs pendant 5 ans à compter du versement du solde de subvention ;
- Rembourser la subvention attribuée en cas de non-respect d'un des engagements.

Article 4 - Plan de financement de l'opération

Les dépenses éligibles s'élèvent à 4 010,00 € HT (plafond à 4 000 €/ha pour les surfaces herbagères).

Le plan de de financement de l'opération est le suivant :

Communauté de communes Le Grésivaudan	3 208,00 €	80 %
Autofinancement du porteur de projet	802,00 €	20 %

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 5 - Montant et modalités de versement de la subvention

La subvention de la communauté de communes Le Grésivaudan s'élève à 3 208,00 €. Elle peut être versée en deux fois selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % de la subvention liée aux travaux, soit 1 604,00 € sur présentation d'une attestation de démarrage des travaux ;
- Le solde sur présentation des factures acquittées.

Le cas échéant, sur présentation de factures acquittées, un versement intermédiaire pourra être effectué.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée courant de sa date de signature jusqu'à l'expiration de la période minimale obligatoire de maintien de la vocation agricole mentionnée à l'article 3 de la présente convention (5 ans après versement du solde).

Article 7 - Transparence financière

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Grésivaudan dans les 12 mois suivant la fin des travaux pour lesquels la subvention a été attribuée :

- les factures et attestation sur l'honneur des heures de main d'œuvre qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- des photos des travaux réalisés.

D'une manière générale, le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Grésivaudan, de l'utilisation des subventions reçues.

Article 8 - Remboursement des sommes allouées

En cas de violation par le bénéficiaire de l'une des clauses de la présente convention, notamment :

- si le bénéficiaire n'utilise pas les fonds versés dans le strict cadre des articles 2 et 3 de la présente convention ;
- si le bénéficiaire ne réalise pas les travaux dans le délai mentionné à l'article 3 ;
- si le bénéficiaire ne maintient pas son activité pendant la période minimale mentionnée à l'article 3 de la présente convention ;
- ou en cas de non-respect des dispositions ayant trait à la transparence financière.

Le Grésivaudan pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé, Le Grésivaudan pourra demander le remboursement de la subvention par émission d'un titre exécutoire.
En tout état de cause, y compris en cas de résiliation anticipée de la convention, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'une demande de remboursement par Le Grésivaudan par émission d'un titre exécutoire.

Article 9 - Assurances

Le bénéficiaire exerce son activité sous sa responsabilité exclusive.
Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Grésivaudan ne puisse être recherchée.

Article 10 - Résiliation

Le Grésivaudan peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par Le Grésivaudan.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le Grésivaudan peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire. Dans ce cas, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par Le Grésivaudan.

Article 11 - Litiges

En cas de contestation, litige ou autre différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.
Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Crolles en deux exemplaires, le 30/09/2026

Pour la communauté de communes Le Grésivaudan

Pour le Président,
Henri BAILE
Et par délégation,
Le vice-président à la souveraineté alimentaire, à l'agriculture et à la forêt

Olivier SALVETTI

Pour GAEC DE BELLE ETOILE



Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le GRÉSIVAUDAN
communauté de communes

CONVENTION D'attribution d'une aide au titre de l'accompagnement au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole N° DEVECO-26-xxx

Entre les soussignés :

La communauté de communes Le Grésivaudan,
représentée par son Président, **Monsieur Henri BAILE**,
dont le siège est situé 390, rue Henri
Fabre - 38926 CROLLES cedex,
agissant en vertu de la délibération n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026,

Ci-après désignée **Le Grésivaudan,**

D'une part,

Et :

[redacted] **- GAEC BERGERIE DU PLAN**
dont le siège d'exploitation est situé La Bourelière, Pinsot - 38580 LE HAUT-BREDA,
représenté par [redacted], membres de société non salariés agricoles,

Ci-après désigné **Le bénéficiaire,**

D'autre part.

Il est convenu, ce qui suit :

Vu les statuts de la communauté de communes Le Grésivaudan, en particulier ses compétences en matière de développement et d'aménagement ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2019-0300 du 23 septembre 2019 relative aux orientations de la nouvelle politique agricole, alimentaire à l'horizon 2030 ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2022-0209 du 27 juin 2022 portant sur l'adoption du cahier des charges pour l'attribution des aides au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole, règlement adopté de manière conjointe avec le Département de l'Isère ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2023-0033 du 30 janvier 2023 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2024-0394 du 25 novembre 2024 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026 attribuant les subventions et autorisant Monsieur le Président à signer la convention ;

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat et les modalités d'attribution de la subvention intercommunale au bénéficiaire ainsi que ses obligations.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 2 - Investissements subventionnés

La subvention porte sur les investissements suivants :

- Commune concernée par les travaux : Le Haut-Bréda ;
- Numéro(s) de parcelle(s) : 306E198; 306E200 ;
- Surface concernée : 1,20 ha ;
- Types de travaux : aménagement pour la création de stockage d'eau (cuve et abreuvoir),création d'accès,pose de clôtures, débroussaillage, abattage et broyage ;
- Utilisation(s) future(s) : pâture.

Article 3 - Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- Délai de réalisation : les travaux devront être commencés dans les 24 mois à compter de la signature de la convention et terminés dans les 5 ans ;
- Ne pas démarrer les travaux avant la décision d'octroi de l'aide ou une autorisation express et le cas échéant, des autorisations environnementales nécessaires (défrichement, prélèvement d'eau, loi sur l'eau, périmètre de captage...) et l'étude au cas par cas ;
- Suivre les préconisations du comité de pilotage : conserver un alignement d'arbres (au niveau de la grange) ;
- Respecter les prescriptions liées aux risques naturels inscrites dans le compte-rendu de visite terrain : pas de dessouchage en zone de risque de glissement de terrain ;
- Toutes les opérations liées aux travaux devront être réalisées en dehors des périmètres de protection du captage Bourlière ;
- Informer Le Grésivaudan de toute modification effectuée sur le projet ;
- Une réalisation des travaux en dehors des périodes sensibles pour la faune et sans utilisation de produits chimiques ;
- Maintenir la vocation agricole de la zone pendant 5 ans minimum après la fin des travaux (versement du solde). Seules les techniques de débroussaillage sans produit chimique seront autorisées. Le maintien de l'ouverture sera favorisé par le suivi du plan de gestion préconisé en visite conseil (pression de pâture adapté) ;
- Ne pas solliciter d'autres aides publiques que celles de la communauté de communes Le Grésivaudan ;
- Utiliser les fonds versés pour réaliser uniquement les investissements prévus à l'article 2 de la présente convention ;
- Préciser que la subvention a été attribuée par la communauté de communes Le Grésivaudan lors de la mention ou présentation de ces travaux ;
- Accepter et faciliter l'ensemble des contrôles qui pourraient résulter de l'octroi des aides ;
- Conserver les documents justificatifs pendant 5 ans à compter du versement du solde de subvention ;
- Rembourser la subvention attribuée en cas de non-respect d'un des engagements.

Article 4 - Plan de financement de l'opération

Les dépenses éligibles s'élèvent à 3 923,00 € HT (plafond à 4 000 €/ha pour les surfaces herbagères).

Le plan de de financement de l'opération est le suivant :

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Communauté de communes Le Grésivaudan	3 138,40 €	80 %
Autofinancement du porteur de projet	784,60 €	20 %

Article 5 - Montant et modalités de versement de la subvention

La subvention de la communauté de communes Le Grésivaudan s'élève à 3 138,40 €. Elle peut être versée en deux fois selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % de la subvention liée aux travaux, soit 1 569,20 € sur présentation d'une attestation de démarrage des travaux ;
- Le solde sur présentation des factures acquittées.

Le cas échéant, sur présentation de factures acquittées, un versement intermédiaire pourra être effectué.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée courant de sa date de signature jusqu'à l'expiration de la période minimale obligatoire de maintien de la vocation agricole mentionnée à l'article 3 de la présente convention (5 ans après versement du solde).

Article 7 - Transparence financière

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Grésivaudan dans les 12 mois suivant la fin des travaux pour lesquels la subvention a été attribuée :

- les factures et attestation sur l'honneur des heures de main d'œuvre qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- des photos des travaux réalisés.

D'une manière générale, le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Grésivaudan, de l'utilisation des subventions reçues.

Article 8 - Remboursement des sommes allouées

En cas de violation par le bénéficiaire de l'une des clauses de la présente convention, notamment :

- si le bénéficiaire n'utilise pas les fonds versés dans le strict cadre des articles 2 et 3 de la présente convention ;
- si le bénéficiaire ne réalise pas les travaux dans le délai mentionné à l'article 3 ;
- si le bénéficiaire ne maintient pas son activité pendant la période minimale mentionnée à l'article 3 de la présente convention ;
- ou en cas de non-respect des dispositions ayant trait à la transparence financière.

Le Grésivaudan pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé, Le Grésivaudan pourra demander le remboursement de la subvention par émission d'un titre exécutoire.

En tout état de cause, y compris en cas de résiliation anticipée de la convention, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'une demande de remboursement par Le Grésivaudan par émission d'un titre exécutoire.

Article 9 - Assurances

Le bénéficiaire exerce son activité sous sa responsabilité exclusive.

Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Grésivaudan ne puisse être recherchée.

Article 10 - Résiliation

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le Grésivaudan peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par Le Grésivaudan.
Le Grésivaudan peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire. Dans ce cas, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par Le Grésivaudan.

Article 11 - Litiges

En cas de contestation, litige ou autre différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.
Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Crolles en deux exemplaires, le 30/09/2026

Pour la communauté de communes Le Grésivaudan

Pour le Président,
Henri BAILE
Et par délégation,
Le vice-président à la souveraineté alimentaire, à l'agriculture et à la forêt

Olivier SALVETTI

Pour GAEC BERGERIE DU PLAN

[redacted]

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le GRÉSIVAUDAN
communauté de communes

CONVENTION D'attribution d'une aide au titre de l'accompagnement au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole N° DEVECO-26-xxx

Entre les soussignés :

La communauté de communes Le Grésivaudan,
représentée par son Président, **Monsieur Henri BAILE**,
dont le siège est situé 390, rue Henri
Fabre - 38926 CROLLES cedex,
agissant en vertu de la délibération n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026,

Ci-après désignée **Le Grésivaudan,**

D'une part,

Et :

[redacted]
dont le siège d'exploitation est situé 4400 Route du Charvin - 38580 LE HAUT-BREDA,
représenté par [redacted] cheffe d'exploitation,

Ci-après désigné **Le bénéficiaire,**

D'autre part.

Il est convenu, ce qui suit :

Vu les statuts de la communauté de communes Le Grésivaudan, en particulier ses compétences en matière de développement et d'aménagement ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2019-0300 du 23 septembre 2019 relative aux orientations de la nouvelle politique agricole, alimentaire à l'horizon 2030 ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2022-0209 du 27 juin 2022 portant sur l'adoption du cahier des charges pour l'attribution des aides au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole, règlement adopté de manière conjointe avec le Département de l'Isère ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2023-0033 du 30 janvier 2023 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2024-0394 du 25 novembre 2024 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2025-0xxx du 21 septembre 2026 attribuant les subventions et autorisant Monsieur le Président à signer la convention ;

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat et les modalités d'attribution de la subvention intercommunale au bénéficiaire ainsi que ses obligations.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 2 - Investissements subventionnés

La subvention porte sur les investissements suivants :

- Commune concernée par les travaux : Le Haut-Bréda ;
- Numéro(s) de parcelle(s) : 306A284; 306A294; 306A526; 306A614; 306A615; 306A617; 306A686; 306A687; 306A688 ;
- Surface concernée : 2,23 ha ;
- Types de travaux : débroussaillage, abattage et broyage ;
- Utilisation(s) future(s) : pâture.

Article 3 - Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- Délai de réalisation : les travaux devront être commencés dans les 24 mois à compter de la signature de la convention et terminés dans les 5 ans ;
- Ne pas démarrer les travaux avant la décision d'octroi de l'aide ou une autorisation express et le cas échéant, des autorisations environnementales nécessaires (défrichement, prélèvement d'eau, loi sur l'eau, périmètre de captage...) et l'étude au cas par cas ;
- Suivre les préconisations du comité de pilotage : s'assurer que la pression de pâturage reste suffisante après la réouverture ;
- Concernant les berges : elles doivent être maintenues en l'état (pas de dessouchage), pas d'encombrement, ni de chevauchement du ruisseau avec les engins ne doit être effectué ;
- Informer Le Grésivaudan de toute modification effectuée sur le projet ;
- Une réalisation des travaux en dehors des périodes sensibles pour la faune et sans utilisation de produits chimiques ;
- Maintenir la vocation agricole de la zone pendant 5 ans minimum après la fin des travaux (versement du solde). Seules les techniques de débroussaillage sans produit chimique seront autorisées. Le maintien de l'ouverture sera favorisé par le suivi du plan de gestion préconisé en visite conseil (pression de pâture adapté) ;
- Ne pas solliciter d'autres aides publiques que celles de la communauté de communes Le Grésivaudan ;
- Utiliser les fonds versés pour réaliser uniquement les investissements prévus à l'article 2 de la présente convention ;
- Préciser que la subvention a été attribuée par la communauté de communes Le Grésivaudan lors de la mention ou présentation de ces travaux ;
- Accepter et faciliter l'ensemble des contrôles qui pourraient résulter de l'octroi des aides ;
- Conserver les documents justificatifs pendant 5 ans à compter du versement du solde de subvention ;
- Rembourser la subvention attribuée en cas de non-respect d'un des engagements.

Article 4 - Plan de financement de l'opération

Les dépenses éligibles s'élèvent à 5 980,00 € HT (plafond à 4 000 €/ha pour les surfaces herbagères).

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le plan de de financement de l'opération est le suivant :

Communauté de communes Le Grésivaudan	4 784,00 €	80 %
Autofinancement du porteur de projet	1 196,00 €	20 %

Article 5 - Montant et modalités de versement de la subvention

La subvention de la communauté de communes Le Grésivaudan s'élève à 4 784,00 €. Elle peut être versée en deux fois selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % de la subvention liée aux travaux, soit 2 392,00 € sur présentation d'une attestation de démarrage des travaux ;
- Le solde sur présentation des factures acquittées.

Le cas échéant, sur présentation de factures acquittées, un versement intermédiaire pourra être effectué.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée courant de sa date de signature jusqu'à l'expiration de la période minimale obligatoire de maintien de la vocation agricole mentionnée à l'article 3 de la présente convention (5 ans après versement du solde).

Article 7 - Transparence financière

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Grésivaudan dans les 12 mois suivant la fin des travaux pour lesquels la subvention a été attribuée :

- les factures et attestation sur l'honneur des heures de main d'œuvre qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- des photos des travaux réalisés.

D'une manière générale, le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Grésivaudan, de l'utilisation des subventions reçues.

Article 8 - Remboursement des sommes allouées

En cas de violation par le bénéficiaire de l'une des clauses de la présente convention, notamment :

- si le bénéficiaire n'utilise pas les fonds versés dans le strict cadre des articles 2 et 3 de la présente convention ;
- si le bénéficiaire ne réalise pas les travaux dans le délai mentionné à l'article 3 ;
- si le bénéficiaire ne maintient pas son activité pendant la période minimale mentionnée à l'article 3 de la présente convention ;
- ou en cas de non-respect des dispositions ayant trait à la transparence financière.

Le Grésivaudan pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé, Le Grésivaudan pourra demander le remboursement de la subvention par émission d'un titre exécutoire.
En tout état de cause, y compris en cas de résiliation anticipée de la convention, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'une demande de remboursement par Le Grésivaudan par émission d'un titre exécutoire.

Article 9 - Assurances

Le bénéficiaire exerce son activité sous sa responsabilité exclusive.
Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Grésivaudan ne puisse être recherchée.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 10 - Résiliation

Le Grésivaudan peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par Le Grésivaudan.

Le Grésivaudan peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire. Dans ce cas, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par Le Grésivaudan.

Article 11 - Litiges

En cas de contestation, litige ou autre différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.

Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Crolles en deux exemplaires, le 30/09/2026

Pour la communauté de communes Le Grésivaudan

Pour le Président,
Henri BAILE
Et par délégation,
Le vice-président à la souveraineté alimentaire, à l'agriculture et à la forêt

Olivier SALVETTI

Pour [redacted]

[redacted]

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le GRÉSIVAUDAN
communauté de communes

CONVENTION D'attribution d'une aide au titre de l'accompagnement au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole N° DEVECO-26-xxx

Entre les soussignés :

La communauté de communes Le Grésivaudan,
représentée par son Président, **Monsieur Henri BAILE**,
dont le siège est situé 390, rue Henri Fabre - 38926 CROLLES cedex,
agissant en vertu de la délibération n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026,

Ci-après désignée **Le Grésivaudan,**

D'une part,

Et :

[redacted] - L'ODE À LA FERME
dont le siège d'exploitation est situé 334 impasse de la grande gorge - 38190 SAINT-MURY-MONTEYMOND,
représenté par [redacted], chef d'exploitation,

Ci-après désigné **Le bénéficiaire,**

D'autre part.

Il est convenu, ce qui suit :

Vu les statuts de la communauté de communes Le Grésivaudan, en particulier ses compétences en matière de développement et d'aménagement ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2019-0300 du 23 septembre 2019 relative aux orientations de la nouvelle politique agricole, alimentaire à l'horizon 2030 ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2022-0209 du 27 juin 2022 portant sur l'adoption du cahier des charges pour l'attribution des aides au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole, règlement adopté de manière conjointe avec le Département de l'Isère ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2023-0033 du 30 janvier 2023 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2024-0394 du 25 novembre 2024 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026 attribuant les subventions et autorisant Monsieur le Président à signer la convention ;

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat et les modalités d'attribution de la subvention intercommunale au bénéficiaire ainsi que ses obligations.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 2 - Investissements subventionnés

La subvention porte sur les investissements suivants :

- Commune concernée par les travaux : Saint-Mury-Monteymond ;
- Numéro(s) de parcelle(s) : A212; A222; A394 ;
- Surface concernée : 3,51 ha ;
- Types de travaux : broyage, dessouchage, nivellement et pose de clôtures ;
- Utilisation(s) future(s) : volailles de chair et poules pondeuses.

Article 3 - Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- Délai de réalisation : les travaux devront être commencés dans les 24 mois à compter de la signature de la convention et terminés dans les 5 ans ;
- Ne pas démarrer les travaux avant la décision d'octroi de l'aide ou une autorisation express et le cas échéant, des autorisations environnementales nécessaires (défrichement, prélèvement d'eau, loi sur l'eau, périmètre de captage...) et l'étude au cas par cas ;
- Suivre les préconisations du comité de pilotage : établir une solution pérenne d'entretien du parcellaire hors parcours : ruminants, mécanisation etc. ;
- Respecter les prescriptions liées aux risques naturels inscrites dans le compte-rendu de visite terrain : conserver certains arbres stabilisateurs en zone de risque de glissement de terrain ;
- Informer Le Grésivaudan de toute modification effectuée sur le projet ;
- Une réalisation des travaux en dehors des périodes sensibles pour la faune et sans utilisation de produits chimiques ;
- Maintenir la vocation agricole de la zone pendant 5 ans minimum après la fin des travaux (versement du solde). Seules les techniques de débroussaillage sans produit chimique seront autorisées. Le maintien de l'ouverture sera favorisé par le suivi du plan de gestion préconisé en visite conseil (pression de pâture adapté) ;
- Ne pas solliciter d'autres aides publiques que celles de la communauté de communes Le Grésivaudan ;
- Utiliser les fonds versés pour réaliser uniquement les investissements prévus à l'article 2 de la présente convention ;
- Préciser que la subvention a été attribuée par la communauté de communes Le Grésivaudan lors de la mention ou présentation de ces travaux ;
- Accepter et faciliter l'ensemble des contrôles qui pourraient résulter de l'octroi des aides ;
- Conserver les documents justificatifs pendant 5 ans à compter du versement du solde de subvention ;
- Rembourser la subvention attribuée en cas de non-respect d'un des engagements.

Article 4 - Plan de financement de l'opération

Les dépenses éligibles s'élèvent à 12 029,00 € HT (plafond à 4 000 €/ha pour les surfaces herbagères).

Le plan de de financement de l'opération est le suivant :

Communauté de communes Le Grésivaudan	9 623,20 €	80 %
Autofinancement du porteur de projet	2 405,80 €	20 %

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 5 - Montant et modalités de versement de la subvention

La subvention de la communauté de communes Le Grésivaudan s'élève à 9 623,20 €. Elle peut être versée en deux fois selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % de la subvention liée aux travaux, soit 4 811,60 € sur présentation d'une attestation de démarrage des travaux ;
- Le solde sur présentation des factures acquittées.

Le cas échéant, sur présentation de factures acquittées, un versement intermédiaire pourra être effectué.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée courant de sa date de signature jusqu'à l'expiration de la période minimale obligatoire de maintien de la vocation agricole mentionnée à l'article 3 de la présente convention (5 ans après versement du solde).

Article 7 - Transparence financière

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Grésivaudan dans les 12 mois suivant la fin des travaux pour lesquels la subvention a été attribuée :

- les factures et attestation sur l'honneur des heures de main d'œuvre qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- des photos des travaux réalisés.

D'une manière générale, le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Grésivaudan, de l'utilisation des subventions reçues.

Article 8 - Remboursement des sommes allouées

En cas de violation par le bénéficiaire de l'une des clauses de la présente convention, notamment :

- si le bénéficiaire n'utilise pas les fonds versés dans le strict cadre des articles 2 et 3 de la présente convention ;
- si le bénéficiaire ne réalise pas les travaux dans le délai mentionné à l'article 3 ;
- si le bénéficiaire ne maintient pas son activité pendant la période minimale mentionnée à l'article 3 de la présente convention ;
- ou en cas de non-respect des dispositions ayant trait à la transparence financière.

Le Grésivaudan pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé, Le Grésivaudan pourra demander le remboursement de la subvention par émission d'un titre exécutoire.
En tout état de cause, y compris en cas de résiliation anticipée de la convention, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'une demande de remboursement par Le Grésivaudan par émission d'un titre exécutoire.

Article 9 - Assurances

Le bénéficiaire exerce son activité sous sa responsabilité exclusive.
Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Grésivaudan ne puisse être recherchée.

Article 10 - Résiliation

Le Grésivaudan peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par Le Grésivaudan.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le Grésivaudan peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire. Dans ce cas, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par Le Grésivaudan.

Article 11 - Litiges

En cas de contestation, litige ou autre différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.
Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Crolles en deux exemplaires, le 30/09/2026

Pour la communauté de communes Le Grésivaudan

Pour le Président,
Henri BAILE
Et par délégation,
Le vice-président à la souveraineté alimentaire, à l'agriculture et à la forêt

Olivier SALVETTI

Pour L'ODE À LA FERME

[redacted]

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le GRÉSIVAUDAN
communauté de communes

CONVENTION D'attribution d'une aide au titre de l'accompagnement au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole N° DEVECO-26-xxx

Entre les soussignés :

La communauté de communes Le Grésivaudan,
représentée par son Président, **Monsieur Henri BAILE**,
dont le siège est situé 390, rue Henri
Fabre - 38926 CROLLES cedex,
agissant en vertu de la délibération n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026,

Ci-après désignée **Le Grésivaudan,**

D'une part,

Et :

[redacted] **- GAEC FERME BELLEVUE**
dont le siège d'exploitation est situé 16 rue des Teppes - 38580 LE MOUTARET,
représenté par [redacted]
membres de société non salariés agricoles,

Ci-après désigné **Le bénéficiaire,**

D'autre part.

Il est convenu, ce qui suit :

Vu les statuts de la communauté de communes Le Grésivaudan, en particulier ses compétences en matière de développement et d'aménagement ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2019-0300 du 23 septembre 2019 relative aux orientations de la nouvelle politique agricole, alimentaire à l'horizon 2030 ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2022-0209 du 27 juin 2022 portant sur l'adoption du cahier des charges pour l'attribution des aides au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole, règlement adopté de manière conjointe avec le Département de l'Isère ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2023-0033 du 30 janvier 2023 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2024-0394 du 25 novembre 2024 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026 attribuant les subventions et autorisant Monsieur le Président à signer la convention ;

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat et les modalités d'attribution de la subvention intercommunale au bénéficiaire ainsi que ses obligations.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 2 - Investissements subventionnés

La subvention porte sur les investissements suivants :

- Commune concernée par les travaux : Le Moutaret ;
- Numéro(s) de parcelle(s) : A100; A109; A110; A111; A143; A144; A149; B420; B422; D258; D313 ;
- Surface concernée : 2,56 ha ;
- Types de travaux : broyage forestier, suppression de murets en pierre et ensemencement ;
- Utilisation(s) future(s) : pâture.

Article 3 - Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- Délai de réalisation : les travaux devront être commencés dans les 24 mois à compter de la signature de la convention et terminés dans les 5 ans ;
- Ne pas démarrer les travaux avant la décision d'octroi de l'aide ou une autorisation express et le cas échéant, des autorisations environnementales nécessaires (défrichement, prélèvement d'eau, loi sur l'eau, périmètre de captage...) et l'étude au cas par cas ;
- Suivre les préconisations du comité de pilotage : revoir le calendrier de pâturage et parvenir à affecter un tracteur et du temps de travail pour le broyage dans les périodes optimales. Refendre les parcs pour assurer une pression de pâturage suffisante afin de maintenir l'espace ouvert ;
- Respecter les prescriptions liées aux risques naturels inscrites dans le compte-rendu de visite terrain : en zone de glissement de terrain, les murets pourront être enlevés mais seulement les murets, pas de mouvement de terre. Un nivellement du terrain pourra être réalisé mais pas de remblai ;
- Informer Le Grésivaudan de toute modification effectuée sur le projet ;
- Une réalisation des travaux en dehors des périodes sensibles pour la faune et sans utilisation de produits chimiques ;
- Maintenir la vocation agricole de la zone pendant 5 ans minimum après la fin des travaux (versement du solde). Seules les techniques de débroussaillage sans produit chimique seront autorisées. Le maintien de l'ouverture sera favorisé par le suivi du plan de gestion préconisé en visite conseil (pression de pâture adapté) ;
- Ne pas solliciter d'autres aides publiques que celles de la communauté de communes Le Grésivaudan ;
- Utiliser les fonds versés pour réaliser uniquement les investissements prévus à l'article 2 de la présente convention ;
- Préciser que la subvention a été attribuée par la communauté de communes Le Grésivaudan lors de la mention ou présentation de ces travaux ;
- Accepter et faciliter l'ensemble des contrôles qui pourraient résulter de l'octroi des aides ;
- Conserver les documents justificatifs pendant 5 ans à compter du versement du solde de subvention ;
- Rembourser la subvention attribuée en cas de non-respect d'un des engagements.

Article 4 - Plan de financement de l'opération

Les dépenses éligibles s'élèvent à 7 261,00 € HT (plafond à 4 000 €/ha pour les surfaces herbagères).

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le plan de de financement de l'opération est le suivant :

Communauté de communes Le Grésivaudan	5 808,80 €	80 %
Autofinancement du porteur de projet	1 452,20 €	20 %

Article 5 - Montant et modalités de versement de la subvention

La subvention de la communauté de communes Le Grésivaudan s'élève à 5 808,80 €. Elle peut être versée en deux fois selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % de la subvention liée aux travaux, soit 2 904,40 € sur présentation d'une attestation de démarrage des travaux ;
- Le solde sur présentation des factures acquittées.

Le cas échéant, sur présentation de factures acquittées, un versement intermédiaire pourra être effectué.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée courant de sa date de signature jusqu'à l'expiration de la période minimale obligatoire de maintien de la vocation agricole mentionnée à l'article 3 de la présente convention (5 ans après versement du solde).

Article 7 - Transparence financière

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Grésivaudan dans les 12 mois suivant la fin des travaux pour lesquels la subvention a été attribuée :

- les factures et attestation sur l'honneur des heures de main d'œuvre qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- des photos des travaux réalisés.

D'une manière générale, le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Grésivaudan, de l'utilisation des subventions reçues.

Article 8 - Remboursement des sommes allouées

En cas de violation par le bénéficiaire de l'une des clauses de la présente convention, notamment :

- si le bénéficiaire n'utilise pas les fonds versés dans le strict cadre des articles 2 et 3 de la présente convention ;
- si le bénéficiaire ne réalise pas les travaux dans le délai mentionné à l'article 3 ;
- si le bénéficiaire ne maintient pas son activité pendant la période minimale mentionnée à l'article 3 de la présente convention ;
- ou en cas de non-respect des dispositions ayant trait à la transparence financière.

Le Grésivaudan pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé, Le Grésivaudan pourra demander le remboursement de la subvention par émission d'un titre exécutoire.

En tout état de cause, y compris en cas de résiliation anticipée de la convention, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'une demande de remboursement par Le Grésivaudan par émission d'un titre exécutoire.

Article 9 - Assurances

Le bénéficiaire exerce son activité sous sa responsabilité exclusive.

Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Grésivaudan ne puisse être recherchée.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 10 - Résiliation

Le Grésivaudan peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par Le Grésivaudan.

Le Grésivaudan peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire. Dans ce cas, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par Le Grésivaudan.

Article 11 - Litiges

En cas de contestation, litige ou autre différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.

Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Crolles en deux exemplaires, le 30/09/2026

Pour la communauté de communes Le Grésivaudan

Pour le Président,
Henri BAILE
Et par délégation,
Le vice-président à la souveraineté alimentaire, à l'agriculture et à la forêt

Olivier SALVETTI

Pour GAEC FERME BELLEVUE

[redacted]

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le GRÉSIVAUDAN
communauté de communes

CONVENTION D'attribution d'une aide au titre de l'accompagnement au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole N° DEVECO-26-xxx

Entre les soussignés :

La communauté de communes Le Grésivaudan,
représentée par son Président, **Monsieur Henri BAILE**,
dont le siège est situé 390, rue Henri
Fabre - 38926 CROLLES cedex,
agissant en vertu de la délibération n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026,

Ci-après désignée **Le Grésivaudan,**

D'une part,

Et :

[redacted] **- GAEC DE LA GRIVOLÉE**
dont le siège d'exploitation est situé 103 chemin de la Grivolée - 38410 SAINT-MARTIN-D'URIAGE,
représenté par [redacted], membres de société non salariés agricoles,

Ci-après désigné **Le bénéficiaire,**

D'autre part.

Il est convenu, ce qui suit :

Vu les statuts de la communauté de communes Le Grésivaudan, en particulier ses compétences en matière de développement et d'aménagement ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2019-0300 du 23 septembre 2019 relative aux orientations de la nouvelle politique agricole, alimentaire à l'horizon 2030 ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2022-0209 du 27 juin 2022 portant sur l'adoption du cahier des charges pour l'attribution des aides au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole, règlement adopté de manière conjointe avec le Département de l'Isère ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2023-0033 du 30 janvier 2023 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2024-0394 du 25 novembre 2024 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026 attribuant les subventions et autorisant Monsieur le Président à signer la convention ;

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat et les modalités d'attribution de la subvention intercommunale au bénéficiaire ainsi que ses obligations.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 2 - Investissements subventionnés

La subvention porte sur les investissements suivants :

- Commune concernée par les travaux : Saint-Martin-d'Uriage ;
- Numéro(s) de parcelle(s) : AH512 ;
- Surface concernée : 0,29 ha ;
- Types de travaux : défrichage et dessouchage ;
- Utilisation(s) future(s) : 3 ans de céréales, puis prairie.

Article 3 - Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- Délai de réalisation : les travaux devront être commencés dans les 24 mois à compter de la signature de la convention et terminés dans les 5 ans ;
- Ne pas démarrer les travaux avant la décision d'octroi de l'aide ou une autorisation express et le cas échéant, des autorisations environnementales nécessaires (défrichement, prélèvement d'eau, loi sur l'eau, périmètre de captage...) et l'étude au cas par cas ;
- Suivre les préconisations du comité de pilotage : aucune ;
- Informer Le Grésivaudan de toute modification effectuée sur le projet ;
- Une réalisation des travaux en dehors des périodes sensibles pour la faune et sans utilisation de produits chimiques ;
- Maintenir la vocation agricole de la zone pendant 5 ans minimum après la fin des travaux (versement du solde). Seules les techniques de débroussaillage sans produit chimique seront autorisées. Le maintien de l'ouverture sera favorisé par le suivi du plan de gestion préconisé en visite conseil (pression de pâture adapté) ;
- Ne pas solliciter d'autres aides publiques que celles de la communauté de communes Le Grésivaudan ;
- Utiliser les fonds versés pour réaliser uniquement les investissements prévus à l'article 2 de la présente convention ;
- Préciser que la subvention a été attribuée par la communauté de communes Le Grésivaudan lors de la mention ou présentation de ces travaux ;
- Accepter et faciliter l'ensemble des contrôles qui pourraient résulter de l'octroi des aides ;
- Conserver les documents justificatifs pendant 5 ans à compter du versement du solde de subvention ;
- Rembourser la subvention attribuée en cas de non-respect d'un des engagements.

Article 4 - Plan de financement de l'opération

Les dépenses éligibles s'élèvent à 1 156,00 € HT (plafond à 4 000 €/ha pour les surfaces herbagères).

Le plan de de financement de l'opération est le suivant :

Communauté de communes Le Grésivaudan	924,80 €	80 %
Autofinancement du porteur de projet	231,20 €	20 %

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 5 - Montant et modalités de versement de la subvention

La subvention de la communauté de communes Le Grésivaudan s'élève à 924,80 €. Elle peut être versée en deux fois selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % de la subvention liée aux travaux, soit 462,40 € sur présentation d'une attestation de démarrage des travaux ;
- Le solde sur présentation des factures acquittées.

Le cas échéant, sur présentation de factures acquittées, un versement intermédiaire pourra être effectué.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée courant de sa date de signature jusqu'à l'expiration de la période minimale obligatoire de maintien de la vocation agricole mentionnée à l'article 3 de la présente convention (5 ans après versement du solde).

Article 7 - Transparence financière

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Grésivaudan dans les 12 mois suivant la fin des travaux pour lesquels la subvention a été attribuée :

- les factures et attestation sur l'honneur des heures de main d'œuvre qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- des photos des travaux réalisés.

D'une manière générale, le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Grésivaudan, de l'utilisation des subventions reçues.

Article 8 - Remboursement des sommes allouées

En cas de violation par le bénéficiaire de l'une des clauses de la présente convention, notamment :

- si le bénéficiaire n'utilise pas les fonds versés dans le strict cadre des articles 2 et 3 de la présente convention ;
- si le bénéficiaire ne réalise pas les travaux dans le délai mentionné à l'article 3 ;
- si le bénéficiaire ne maintient pas son activité pendant la période minimale mentionnée à l'article 3 de la présente convention ;
- ou en cas de non-respect des dispositions ayant trait à la transparence financière.

Le Grésivaudan pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé, Le Grésivaudan pourra demander le remboursement de la subvention par émission d'un titre exécutoire.
En tout état de cause, y compris en cas de résiliation anticipée de la convention, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'une demande de remboursement par Le Grésivaudan par émission d'un titre exécutoire.

Article 9 - Assurances

Le bénéficiaire exerce son activité sous sa responsabilité exclusive.
Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Grésivaudan ne puisse être recherchée.

Article 10 - Résiliation

Le Grésivaudan peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par Le Grésivaudan.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le Grésivaudan peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire. Dans ce cas, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par Le Grésivaudan.

Article 11 - Litiges

En cas de contestation, litige ou autre différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.
Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Crolles en deux exemplaires, le 30/09/2026

Pour la communauté de communes Le Grésivaudan

Pour le Président,
Henri BAILE
Et par délégation,
Le vice-président à la souveraineté alimentaire, à l'agriculture et à la forêt

Olivier SALVETTI

Pour GAEC DE LA GRIVOLÉE



Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le GRÉSIVAUDAN
communauté de communes

CONVENTION D'attribution d'une aide au titre de l'accompagnement au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole N° DEVECO-26-xxx

Entre les soussignés :

La communauté de communes Le Grésivaudan,
représentée par son Président, **Monsieur Henri BAILE**,
dont le siège est situé 390, rue Henri
Fabre - 38926 CROLLES cedex,
agissant en vertu de la délibération n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026,

Ci-après désignée **Le Grésivaudan,**

D'une part,

Et :

[redacted] **- LA FERME DES CASTORS**
dont le siège d'exploitation est situé Le Fuzier - 38190 LAVAL-EN-BELLEDONNE,
représenté par [redacted], cheffe d'exploitation,

Ci-après désigné **Le bénéficiaire,**

D'autre part.

Il est convenu, ce qui suit :

Vu les statuts de la communauté de communes Le Grésivaudan, en particulier ses compétences en matière de développement et d'aménagement ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2019-0300 du 23 septembre 2019 relative aux orientations de la nouvelle politique agricole, alimentaire à l'horizon 2030 ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2022-0209 du 27 juin 2022 portant sur l'adoption du cahier des charges pour l'attribution des aides au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole, règlement adopté de manière conjointe avec le Département de l'Isère ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2023-0033 du 30 janvier 2023 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2024-0394 du 25 novembre 2024 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026 attribuant les subventions et autorisant Monsieur le Président à signer la convention ;

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat et les modalités d'attribution de la subvention intercommunale au bénéficiaire ainsi que ses obligations.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 2 - Investissements subventionnés

La subvention porte sur les investissements suivants :

- Commune concernée par les travaux : Laval-en-Belledonne ;
- Numéro(s) de parcelle(s) : A469 ;
- Surface concernée : 1,47 ha ;
- Types de travaux : dessouchage et broyage forestier, puis ensemencement ;
- Utilisation(s) future(s) : pâture.

Article 3 - Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- Délai de réalisation : les travaux devront être commencés dans les 24 mois à compter de la signature de la convention et terminés dans les 5 ans ;
- Ne pas démarrer les travaux avant la décision d'octroi de l'aide ou une autorisation express et le cas échéant, des autorisations environnementales nécessaires (défrichement, prélèvement d'eau, loi sur l'eau, périmètre de captage...) et l'étude au cas par cas ;
- Suivre les préconisations du comité de pilotage : aucune ;
- Informer Le Grésivaudan de toute modification effectuée sur le projet ;
- Une réalisation des travaux en dehors des périodes sensibles pour la faune et sans utilisation de produits chimiques ;
- Maintenir la vocation agricole de la zone pendant 5 ans minimum après la fin des travaux (versement du solde). Seules les techniques de débroussaillage sans produit chimique seront autorisées. Le maintien de l'ouverture sera favorisé par le suivi du plan de gestion préconisé en visite conseil (pression de pâture adapté) ;
- Ne pas solliciter d'autres aides publiques que celles de la communauté de communes Le Grésivaudan ;
- Utiliser les fonds versés pour réaliser uniquement les investissements prévus à l'article 2 de la présente convention ;
- Préciser que la subvention a été attribuée par la communauté de communes Le Grésivaudan lors de la mention ou présentation de ces travaux ;
- Accepter et faciliter l'ensemble des contrôles qui pourraient résulter de l'octroi des aides ;
- Conserver les documents justificatifs pendant 5 ans à compter du versement du solde de subvention ;
- Rembourser la subvention attribuée en cas de non-respect d'un des engagements.

Article 4 - Plan de financement de l'opération

Les dépenses éligibles s'élèvent à 5 871,00 € HT (plafond à 4 000 €/ha pour les surfaces herbagères).

Le plan de de financement de l'opération est le suivant :

Communauté de communes Le Grésivaudan	4 696,80 €	80 %
Autofinancement du porteur de projet	1 174,20 €	20 %

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 5 - Montant et modalités de versement de la subvention

La subvention de la communauté de communes Le Grésivaudan s'élève à 4 696,80 €. Elle peut être versée en deux fois selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % de la subvention liée aux travaux, soit 2 348,40 € sur présentation d'une attestation de démarrage des travaux ;
- Le solde sur présentation des factures acquittées.

Le cas échéant, sur présentation de factures acquittées, un versement intermédiaire pourra être effectué.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée courant de sa date de signature jusqu'à l'expiration de la période minimale obligatoire de maintien de la vocation agricole mentionnée à l'article 3 de la présente convention (5 ans après versement du solde).

Article 7 - Transparence financière

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Grésivaudan dans les 12 mois suivant la fin des travaux pour lesquels la subvention a été attribuée :

- les factures et attestation sur l'honneur des heures de main d'œuvre qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- des photos des travaux réalisés.

D'une manière générale, le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Grésivaudan, de l'utilisation des subventions reçues.

Article 8 - Remboursement des sommes allouées

En cas de violation par le bénéficiaire de l'une des clauses de la présente convention, notamment :

- si le bénéficiaire n'utilise pas les fonds versés dans le strict cadre des articles 2 et 3 de la présente convention ;
- si le bénéficiaire ne réalise pas les travaux dans le délai mentionné à l'article 3 ;
- si le bénéficiaire ne maintient pas son activité pendant la période minimale mentionnée à l'article 3 de la présente convention ;
- ou en cas de non-respect des dispositions ayant trait à la transparence financière.

Le Grésivaudan pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé, Le Grésivaudan pourra demander le remboursement de la subvention par émission d'un titre exécutoire.
En tout état de cause, y compris en cas de résiliation anticipée de la convention, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'une demande de remboursement par Le Grésivaudan par émission d'un titre exécutoire.

Article 9 - Assurances

Le bénéficiaire exerce son activité sous sa responsabilité exclusive.
Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Grésivaudan ne puisse être recherchée.

Article 10 - Résiliation

Le Grésivaudan peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par Le Grésivaudan.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le Grésivaudan peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire. Dans ce cas, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par Le Grésivaudan.

Article 11 - Litiges

En cas de contestation, litige ou autre différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.
Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Crolles en deux exemplaires, le 30/09/2026

Pour la communauté de communes Le Grésivaudan

Pour le Président,
Henri BAILE
Et par délégation,
Le vice-président à la souveraineté alimentaire, à l'agriculture et à la forêt

Olivier SALVETTI

Pour LA FERME DES CASTORS

[redacted]

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le GRÉSIVAUDAN
communauté de communes

CONVENTION D'attribution d'une aide au titre de l'accompagnement au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole N° DEVECO-26-xxx

Entre les soussignés :

La communauté de communes Le Grésivaudan,
représentée par son Président, **Monsieur Henri BAILE**,
dont le siège est situé 390, rue Henri
Fabre - 38926 CROLLES cedex,
agissant en vertu de la délibération n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026,

Ci-après désignée **Le Grésivaudan,**

D'une part,

Et :

[redacted] **- FERME DE LA CROIX DES ADRETS**
dont le siège d'exploitation est situé 110 impasse de la charrière - 38570 HURTIERES,
représenté par [redacted], chef d'exploitation,

Ci-après désigné **Le bénéficiaire,**

D'autre part.

Il est convenu, ce qui suit :

Vu les statuts de la communauté de communes Le Grésivaudan, en particulier ses compétences en matière de développement et d'aménagement ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2019-0300 du 23 septembre 2019 relative aux orientations de la nouvelle politique agricole, alimentaire à l'horizon 2030 ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2022-0209 du 27 juin 2022 portant sur l'adoption du cahier des charges pour l'attribution des aides au maintien des espaces ouverts et de la reconquête agricole, règlement adopté de manière conjointe avec le Département de l'Isère ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2023-0033 du 30 janvier 2023 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2024-0394 du 25 novembre 2024 relative à la modification du cahier des charges ;
Vu la délibération communautaire n° DEL-2026-0xxx du 21 septembre 2026 attribuant les subventions et autorisant Monsieur le Président à signer la convention ;

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat et les modalités d'attribution de la subvention intercommunale au bénéficiaire ainsi que ses obligations.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 2 - Investissements subventionnés

La subvention porte sur les investissements suivants :

- Commune concernée par les travaux : Hurtières ;
- Numéro(s) de parcelle(s) : B263; B264; B957 ;
- Surface concernée : 0,39 ha ;
- Types de travaux : bucheronnage, débardage, dessouchage, broyage et pose de clôtures ;
- Utilisation(s) future(s) : verger et petits fruits.

Article 3 - Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- Délai de réalisation : les travaux devront être commencés dans les 24 mois à compter de la signature de la convention et terminés dans les 5 ans ;
- Ne pas démarrer les travaux avant la décision d'octroi de l'aide ou une autorisation express et le cas échéant, des autorisations environnementales nécessaires (défrichement, prélèvement d'eau, loi sur l'eau, périmètre de captage...) et l'étude au cas par cas ;
- Suivre les préconisations du comité de pilotage : privilégier l'entretien des surfaces par la dent de l'animal en adaptant le calendrier de pâturage aux périodes les plus favorables à la maîtrise de la végétation. Conserver certains arbres fonctionnels ;
- Informer Le Grésivaudan de toute modification effectuée sur le projet ;
- Une réalisation des travaux en dehors des périodes sensibles pour la faune et sans utilisation de produits chimiques ;
- Maintenir la vocation agricole de la zone pendant 5 ans minimum après la fin des travaux (versement du solde). Seules les techniques de débroussaillage sans produit chimique seront autorisées. Le maintien de l'ouverture sera favorisé par le suivi du plan de gestion préconisé en visite conseil (pression de pâture adapté) ;
- Ne pas solliciter d'autres aides publiques que celles de la communauté de communes Le Grésivaudan ;
- Utiliser les fonds versés pour réaliser uniquement les investissements prévus à l'article 2 de la présente convention ;
- Préciser que la subvention a été attribuée par la communauté de communes Le Grésivaudan lors de la mention ou présentation de ces travaux ;
- Accepter et faciliter l'ensemble des contrôles qui pourraient résulter de l'octroi des aides ;
- Conserver les documents justificatifs pendant 5 ans à compter du versement du solde de subvention ;
- Rembourser la subvention attribuée en cas de non-respect d'un des engagements.

Article 4 - Plan de financement de l'opération

Les dépenses éligibles s'élèvent à 3 647,00 € HT (plafond à 4 000 €/ha pour les surfaces herbagères).

Le plan de de financement de l'opération est le suivant :

Communauté de communes Le Grésivaudan	2 917,60 €	80 %
Autofinancement du porteur de projet	729,40 €	20 %

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Article 5 - Montant et modalités de versement de la subvention

La subvention de la communauté de communes Le Grésivaudan s'élève à 2 917,60 €. Elle peut être versée en deux fois selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % de la subvention liée aux travaux, soit 1 458,80 € sur présentation d'une attestation de démarrage des travaux ;
- Le solde sur présentation des factures acquittées.

Le cas échéant, sur présentation de factures acquittées, un versement intermédiaire pourra être effectué.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée courant de sa date de signature jusqu'à l'expiration de la période minimale obligatoire de maintien de la vocation agricole mentionnée à l'article 3 de la présente convention (5 ans après versement du solde).

Article 7 - Transparence financière

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Grésivaudan dans les 12 mois suivant la fin des travaux pour lesquels la subvention a été attribuée :

- les factures et attestation sur l'honneur des heures de main d'œuvre qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- des photos des travaux réalisés.

D'une manière générale, le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Grésivaudan, de l'utilisation des subventions reçues.

Article 8 - Remboursement des sommes allouées

En cas de violation par le bénéficiaire de l'une des clauses de la présente convention, notamment :

- si le bénéficiaire n'utilise pas les fonds versés dans le strict cadre des articles 2 et 3 de la présente convention ;
- si le bénéficiaire ne réalise pas les travaux dans le délai mentionné à l'article 3 ;
- si le bénéficiaire ne maintient pas son activité pendant la période minimale mentionnée à l'article 3 de la présente convention ;
- ou en cas de non-respect des dispositions ayant trait à la transparence financière.

Le Grésivaudan pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé, Le Grésivaudan pourra demander le remboursement de la subvention par émission d'un titre exécutoire.
En tout état de cause, y compris en cas de résiliation anticipée de la convention, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'une demande de remboursement par Le Grésivaudan par émission d'un titre exécutoire.

Article 9 - Assurances

Le bénéficiaire exerce son activité sous sa responsabilité exclusive.
Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Grésivaudan ne puisse être recherchée.

Article 10 - Résiliation

Le Grésivaudan peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par Le Grésivaudan.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0256-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026

Le Grésivaudan peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire. Dans ce cas, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, Le Grésivaudan adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par Le Grésivaudan.

Article 11 - Litiges

En cas de contestation, litige ou autre différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.
Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Crolles en deux exemplaires, le 30/09/2026

Pour la communauté de communes Le Grésivaudan

Pour le Président,
Henri BAILE
Et par délégation,
Le vice-président à la souveraineté alimentaire, à l'agriculture et à la forêt

Olivier SALVETTI

Pour FERME DE LA CROIX DES ADRETS

[redacted]